

UNIVERSITE ABDERRAHMANE MIRA DE BEJAIA



Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et des Sciences de Gestion  
Département des Sciences Economiques

## MEMOIRE

En vue de l'obtention du diplôme de  
MASTER EN SCIENCES ECONOMIQUES

Option : Economie Quantitative

### L'INTITULÉ DU MEMOIRE

*Impact des PME sur le développement économique en Algérie : Etude économétrique*

Préparé par :

- MAIZIA Oussama
- OURAMDANE Amazigh

Dirigé par :

M. AMIMER Amar

Date de soutenance : .....

#### Jury :

Président : .....

Examineur : .....

Rapporteur : .....

Année universitaire : 2021/2022

## *Remerciements*

*Tout d'abord, nous remercions Dieu le tout puissant, le miséricordieux qui nous a donné la force et la patience de pouvoir mener ce travail à terme.*

*Nos plus vifs remerciements sont adressés à :*

*Notre promoteur : **Dr. AMIMER AMAR***

*Le responsable de la spécialité Economie Quantitatives : **Dr. ABDERRAHMANI Fares***

*Nos remerciements s'adressent également aux membres du jury d'avoir accepté d'évaluer ce mémoire.*

*Sans oublier nos enseignants qui nous ont ouvert les portes du savoir tout au long de notre cursus universitaire.*

*Nous sommes énormément reconnaissantes envers toutes les personnes qui ont contribué de près ou de loin à la réalisation de ce modeste travail.*

## Dédicaces

Me voilà à la fin de ce travail que je dédie à toutes les personnes qui comptent beaucoup pour moi.

A mon très cher père « **ABDENOUR** » qui est un exemple pour moi, et qui m'a tout le temps aidée, encouragée et soutenue pour aller jusqu'au bout.

A ma très chère mère « **ZWINA** » qui est toujours présente là à mes côtés et qui m'a toujours souhaité la réussite et le succès dans mes études.

A mes très chers frères : **ABDESLAM**

A mes très chères sœurs :

**YOSSRA ET MAISSA**

**HANANE** et son mari **LOUNES** et Ma nièce

**SALSSABIL** et mon neveu **AMINE**

A mon binôme : **OURAMDANE AMAZIGH**

Grand remerciement pour : **Taleb Sara et Mizzi Massinissa**

A mes chers ami(e)s sans exception surtout :

**AMAZIGH, MASSI, Sara, HAKIM, Mourad, Aimad, Aissam, Faycel, Bilal,**

Pour leur précieux soutien moral durant l'élaboration de ce travail.

A toute la promotion 2022 Master 2 « EQ ».

*OUSSAMA, Maizia*

## Dédicaces

Me voilà également à la fin de ce travail que je dédie à toutes les personnes qui comptent beaucoup pour moi.

A mon très cher père « **ABDELKADER** » qui est un exemple pour moi, et qui m'a tout le temps aidée, encouragée et soutenue pour aller jusqu'au bout.

A ma très chère mère « **RAZIKA** » qui est toujours présente là à mes côtés et qui m'a toujours souhaité la réussite et le succès dans mes études.

A mon binôme : **Oussama Maizia**

A mes très chers frères : **Mouloud**

A mon adorable âme sœur : **Feriel et Dihia**

A mes chers ami(e)s sans exception surtout : **Mizzi Massinissa, Oulami Mourad, Djebbar Ali, Saidane Kamel.**

Pour leur précieux soutien moral durant l'élaboration de ce travail.

A toute la promotion 2022 Master 2 « EQ ».

*Amazigh, Ouramdane*

# Liste des abréviations

**ADF** : Dickey Fuller Augmenté

**AGI** : Autorisations Globales d'Importations

**AIC** : Akaike Information Criterion

**ANDI** : Agence Nationale de Développement de l'Investissement

**ANSEJ** : Agence Nationale de Soutien à l'Emploi de Jeunes

**APC** : Assemblé Populaire Communale

**AR** : Auto Régressif

**ARDL** : Auto Régressive Distributed Lag

**BTP** : Bâtiment et travaux publics

**BTPH** : Bâtiment et travaux publics et hydraulique

**CAP** : Croissance-Autonomie-Pérennité

**CASNOS** : caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés

**CNAC** : Caisse Nationale d'Assurance Chômage

**CNAS** : Caisse Nationale d'Algie

**DA**: Dinars Algerian

**DF**: Dickey Fuller

**EURL** : Entreprise Unipersonnelle à Responsabilité Limitée

**FGAR** : fond de garantie des crédits à la PME

**IDE** : Investissements Direct Étrangers

**K** : le nombre de variables dans l'équation

**OCDE** : organisation de coopération et de développement économiques

**ONS** : Office Nationale des Statistiques

**p** : le retard maximal

**PDG** : Président Directeur Générale

**PIBHH** : Produit Intérieure Brute Hors Hydrocarbure

**PIC** : Pérennité-Indépendance-Croissance

**PME** : Petite et Moyen Entreprise

**PMI** : Petite et Moyen Entreprise Industriel

**SARL** : Société à Responsabilité Limitée

**SC** : Schwarz Bayesian Criterion

**SIG** : Soldes Intermédiaires de Gestion

**SNAT** : Schéma National d'Aménagement du Territoire

**SNC** : Société au Nom Collectif

**UE** : Union Européenne

**VA** : Valeur Ajoutée

# Sommaire

<b>Introduction générale</b> .....	<b>01</b>
<b>Chapitre I : Généralité sur la PME</b> .....	<b>03</b>
Introduction .....	03
Section 01 : Définition et concept de la PME .....	03
Section 02 : Caractéristique, classification et rôle des PME .....	07
Section 03 : Les sources de financement des PME .....	15
Conclusion .....	19
<b>Chapitre II : L'impact de l'évolution des PME sur le développement en Algérie</b> .....	<b>20</b>
Introduction .....	20
Section 01 : Les PME et le développement en Algérie .....	20
Section 02 : L'impact de la création des PME sur le développement en Algérie .....	29
Section 03 : Les enjeux au développement des PME algériennes .....	35
Conclusion .....	37
<b>Chapitre III : Etude empirique de l'impact des PME sur le développement économique en Algérie</b> .....	<b>38</b>
Introduction .....	38
Section 01 : L'approche théorique de modèle .....	38
Section 02 : Estimation économique .....	41
Conclusion .....	58
<b>Conclusion générale</b> .....	<b>59</b>
<b>Annexes</b>	
<b>Bibliographie</b>	
<b>Liste des figures</b>	
<b>Liste des tableaux</b>	
<b>Table des matières</b>	

# *Introduction générale*

### Introduction générale

Les PME sont un outil important de croissance économique, elles jouent un rôle important dans le développement en Algérie, leur promotion est devenue un défi aujourd'hui pour les pays afin de soutenir et développer ce secteur et créer un climat d'investissement approprié à ces entreprises. L'Algérie fait partie des pays qui ont véritablement contribué à encourager les petites et moyennes entreprises à travers certain nombre de réformes économiques visant à augmenter le taux de croissance économique et à orienter les dépenses publiques de manière appropriée, cette démarche a eu un impact sur la croissance d'nombre des PME.

Quant à leur incidence et apports sur la croissance, les PME jouent un rôle fondamental dans le processus de développement économique, social et régional par leurs caractéristiques essentielles axées sur la flexibilité de leur structure, leur capacité à s'adapter aux pressions multiformes de l'environnement économique et leur aptitude à assurer une intégration économique.

La définition suscitée nous suggéré que les PME sont et seront de plus en plus au centre des politiques industrielles et de préoccupations des autorités publiques soucieuses d'assurer la croissance économique et d'encourager l'emploi.

En Algérie, les PME constituent des structures économiques, financières et organisationnelles fragiles laissant suggérer que les efforts de leurs promotions, entrepris par l'Etat depuis le début des années 90, n'ont pas encore abouti à un changement significatif de ces entreprises. Inévitablement, la plupart d'entreprise, notamment les PME sont confrontées à d'énormes difficultés telles que le manque de capital pour renforcer et rénover l'équipement, et améliorer la productivité et la compétitivité.

Parmi les divers obstacles que rencontrent les PME algériennes, la problématique de financement constitue une préoccupation majeure. En effet, pour passer le handicap de l'autofinancement, ces entreprises font appel aux ressource externes, on l'occurrence, les marchés financiers et les crédits bancaires dans un cadre de financement intermédiaire. Il est de bon loi de mettre en exergue l'apport de ce dernier mode de financement relativement au développement du marché financier algérien.

Or, pour accéder au marché des crédits, les PME doivent respecter les procédures exigées par les banques qui représentent leur principale source de financement externe. Malgré les mécanismes d'incitations mis en place par l'Etat, l'accès des PME au financement bancaire reste difficile.

### La problématique

La plupart des études et recherche en matière de développement économique La problématique de notre travail de recherche se résume dans la question centrale suivante :

***«Existe-t-il une relation causale entre le nombre de PME créés et le développement économique en Algérie ?».***

De cette question principale, découlent les questions spécifiques suivantes ;

- En quoi consiste la PME ?
- Quelle est la contribution des PME dans l'économie algérienne ?
- Cet impact est-elle négative ou positive entre les variables dépendantes (nombre des PME) et les variables indépendantes (nombre emploi, PIB, Valeur ajoutée, exportation hors hydrocarbure) ?

**Hypothèse 1 :** La PME est une entreprise de moins de 500 salariés, cette définition facilité le recueil statistique et permet une exploitation pertinente des données avec les décompositions en tranche.

**Hypothèse 2 :** L'objectif de la création de la petite moyenne entreprise c'est la contribution de ces PME dans l'économie algérienne (Valeur ajoutée, PIB et l'emploi).

**Hypothèse 3 :** Nous allons procéder dans notre troisième chapitre une modélisation économétrique (modèle ARDL) pour évaluer empiriquement les liaisons entre une variable à expliquer, et un ensemble de variable explicatives.

Pour mener à bien notre travail de recherche, on a opté pour une démarche qui s'articule autour de deux volets ; le premier est théorique dans lequel on va essayer de mettre la lumière sur le cadre théorique de la relation existant entre les PME et le développement économique par une revue de la littérature. Le deuxième volet concerne une recherche empirique par un recueil de données et application d'un modèle économétrique (ARDL).

Nous avons divisé notre travail en trois chapitres ;

Le premier s'articule sur la théorie de la PME, le deuxième chapitre sur l'évolution des PME sur l'économie Algérienne, et le troisième chapitre concerne l'étude empirique de modèle ARDL sur la variable dépendent et Independent.

*Chapitre I*  
*Généralité sur la PME*

## Introduction

Les PME ne se caractérisent pas par aucune définition unique. La définition statistique de la PME varie d'un pays à l'autre. On tient généralement compte de la valeur du chiffre d'affaire et/ou de la valeur des actifs ou du nombre des effectifs employés. Un grand nombre d'effectifs. Ils la fixe à 200 ou 250 personnes, à l'exception du Japon qui a adopté une autre barre (300 salariés) et les Etats-Unis à 500 salariés<sup>1</sup>

## Section 01 : Définition et concept de la PME

Il est important de savoir sincèrement que les aspects et les problèmes des PME sont si divers qu'il n'y en a que quelques-uns selon des critères différents. Dans l'ensemble, les PME constituent un groupe très diversifié. Ils apparaissent dans une variété d'activités. Dans la catégorie des PME, on trouve des petits artisans qui fabriquent eux-mêmes des outils agricoles, dans les marchés ruraux, les cafés du coin, les cybercafés dans les petites villes, mais aussi des petites entreprises d'ingénierie ou de construction, des éditeurs de logiciels commercialisant leurs produits sur les marchés étrangers et moyens. Les pièces fabriquées par les grandes entreprises sont vendues aux constructeurs automobiles nationaux et étrangers. Les propriétaires de ces entreprises sont pauvres ou riches ; ils opèrent sur des marchés très différents (urbain ou rural, local, national, régional ou international) ; ils sont ou du moins la mission de développement revendiquée appartient à l'économie officielle ou à l'économie parallèle. À l'heure actuelle, il n'existe pas de définition unifiée des PME. Les définitions de ces entreprises varient dans l'espace et dans le temps, chaque pays définissant les PME en fonction de ses besoins et de ses politiques économiques.

### 1. La problématique de définition de la PME

Les PME impliquent à la fois des concepts économiques et des concepts structurels et organisationnels, qui ne sont pas faciles à définir. La diversité et les perceptions différentes de ce type d'entreprise dans le monde posent problème aux chercheurs en sciences de gestion qui tentent de donner une définition générale de ce type d'entreprise.

#### 1.1. L'hétérogénéité du monde de la PME

La première difficulté rencontrée par les chercheurs pour donner une définition des PME, le facteur fédérateur est la diversité de ce type d'entreprise. En effet, même si les PME sont regroupées et elles sont encore chacune à ses propres mérites, on peut dire que chaque PME a son cas spécial et unique. Cette diversité se manifeste à plusieurs niveaux :

##### 1.1.1. Au niveau du statut juridique

Il existe également une diversité au niveau des statuts juridiques adoptés, avec des statuts juridiques variés ; les PME peuvent être des entreprises individuelles, des sociétés anonymes, des sociétés à responsabilité limitée ou des sociétés en nom collectif.

---

<sup>1</sup> MERZOUK. F. (2009). PME et compétitivité en Algérie, la revue de l'économie et de management, n° 09 : les PMEMAGHR2BINES / facteur d'intégration régionale, p 01

La diversité des PME est également évidente dans les technologies utilisées, les types et les sources de propriété. Robert Wtterwulghe ne souligne que « compte tenu de cette diversité économique et juridique, il n'est pas étonnant que la définition des PME ait fait couler beaucoup d'encre »<sup>2</sup>.

### 1.1.2. Au niveau des secteurs d'activité

Les PME opèrent dans le secteur primaire, Secondaire et tertiaire ;

### 1.1.3. Au niveau du marché

Bien que la plupart des PME soient compte tenu des capacités du marché local et du marché limité, certaines PME existent sur les marchés régionaux et même sur les marchés internationaux. La diversité des PME se manifeste également dans les technologies utilisées, type et source de propriété. Attendez que Robert Wtterwulghe souligne : « Face à cela Une diversité économique et juridique, pas étonnante la définition de PME se traduit par un grand débit d'encre ».

## 1.2. Les PME sont perçues différemment dans le monde

Même si les PME représentent la majorité des entreprises dans tous les pays et suscitent le même intérêt, leur perception et leur développement sont différents dans le monde, « leurs caractéristiques reflètent les dimensions économiques et sociales et culturelles d'un pays »<sup>3</sup>. C'est vrai que les PME des pays industrialisés n'ont rien à voir avec les PME des pays en développement, et les PME des économies libéralisées diffèrent des PME des économies planifiées. L'économiste français Olivier Torri distingue deux types de PME et d'entrepreneurs (voir Figure n°01), d'une part les PME traditionnelles et artisanales reflètent des entreprises anciennes comme les PME italiennes, françaises ou portugaises ou africaines. D'autre part, les PME modernes sont considérées comme l'épine dorsale de l'économie et utilisent des technologies de pointe telles que « le Mittelstand »<sup>4</sup> allemand.

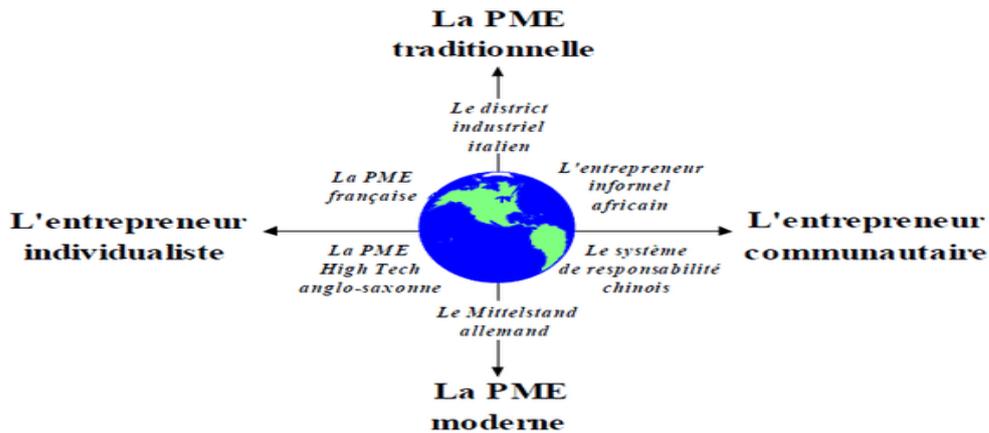
---

<sup>2</sup> WTTTERWULGHE. R ET FR. JANSSEN, « **La PME. Une entreprise humaine** », édition De Boeck, BRUXELLES, 1998, P.14.

<sup>3</sup> FERRIER.O, PIATECKI.C, « **Les très petites entreprises** », édition DE BOECK, Paris, 2002, p.25.

<sup>4</sup> **PME Allemandes** orientés vers l'exportation, souvent concentrées sur les produits manufacturés novateur et haute valeur ajoutée.

Figure n°01 : Perception de la PME dans le monde



Source : Torres. O, « Les PME », éd FLAMARION, PARIS, 1999, p12.

## 2. Les raisons d'une définition

Dans la plupart des économies, les PME représentent plus de 95 % de toutes les entreprises. Dans certains pays industrialisés, ce taux atteint parfois 99 %, et ils jouent un rôle important dans la création et le maintien de l'emploi. Les décisions économiques prises par les pouvoirs publics reposent par nature sur les PME, ce qui nécessite leur définition et leur comptage afin que les organismes concernés sachent qui en bénéficiera à travers des politiques d'aide visant à promouvoir ces entreprises.

### 2.1. Définitions proposées par les pays développés

#### 2.1.1. Définition des USA

En vertu du Small Business Acta de 1953, une petite entreprise est définie comme "une société privée et indépendante".

Les PME sont assimilées aux petites entreprises.

La Direction des Petits Projets propose une autre définition, basée sur la norme effectif ou chiffre d'affaires selon les objectifs recherchés et le secteur d'activité. (Voir Tableau n°01).

**Tableau n°01 : Définition des PME aux USA**

Domaine d'activité :	Critère retenu :	Domaine de définition :
Commerce de gros	Nombre d'employés	Moins de 100 employés
Commerce de détail	Chiffre d'affaires annuel	De 5 à 20 millions de \$ suivant le secteur d'activité
Construction	Chiffre d'affaires annuel	De 7 à 17 millions de \$ selon le secteur d'activité.
Transport	Chiffre d'affaires annuel	De 1 à 25 millions de \$
Agriculture	Chiffre d'affaires annuel	De 5 à 9 25 millions de \$
Services	Nombre d'employés Chiffre d'affaires annuel	De 500 à 1500 employés De 305000 à 21.5 millions \$ et de 1 à 25 millions

**Source :** ROBERT WUTTERWHULGHE(1998). « La PME une entreprise humaine » Ed Economisa, Paris P26.

### 2.1.2. Définition des PME en République Fédérale d'Allemagne

Les PME sont définies comme les entreprises commerciales qui emploient le plus de main-d'œuvre 500 employés, avec un chiffre d'affaires net annuel inférieur à 100 millions de marques.

### 2.1.3. Définition de l'Union Européenne

En avril 1996, l'Union européenne a donné sa première définition basée sur les PME.

Ainsi 3 catégories d'entreprises ont été recensées :

- La petite entreprise qui emploie moins de 50 salariés et qui réalise un chiffre d'affaires inférieures à 7 millions d'euro ou le total des actifs inférieur à 5 millions d'euros ;
- La moyenne entreprise qui emploie un effectif de 50 à 250 salariés et qui réalise un chiffre d'affaires inférieur à 40 millions d'euro ou le total de l'actif inférieur à 5 millions d'euro ;
- La micro entreprise dont le nombre d'employés est inférieur à 10 salariés.

### 2.1.4. Définition de la PME dans des pays en voie de développement

Pour ces pays, il faut noter qu'il n'y a pas de définition universelle, mais ils utilisent les différents critères mentionnés ci-dessus sont utilisés pour identifier les PME. En général, ils se réfèrent souvent à Normes de travail, de mobilité et d'autonomie. Les PME de l'Asie par exemple ont été définies selon le critère de l'effectif :

- De 1 à 10 salariés : entreprises familiales artisanales ;
- De 10 à 49 salariés : petite entreprise ;
- De 50 à 99 salariés : moyenne entreprise ;
- Et plus de cent salariés : grande entreprise.

### 2.1.5. Définition Algérienne de la PME

Cette définition repose sur trois critères de base : la population active, le chiffre d'affaires. Et l'indépendance des entreprises. Par conséquent, les PME sont définies comme suit : "Les PME, quel que soit leur statut juridique, sont considérées comme Est une entreprise qui produit des biens et des services et emploie de 1 à 250 personnes, dont Chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 2 milliards de dinars ou total du bilan n'excédant Pas 500 millions de dinars respectant les normes d'indépendance ». De cette définition découlent les trois autres :

« Les PME sont définies comme celles employant de 50 à 250 personnes et ayant un chiffre d'affaires D'entreprises entre 200 millions et 2 milliards de dinars, avec un total bilan de 100 à 500 millions de dinars ».

« Une petite entreprise est définie comme une entreprise qui emploie de 10 à 49 personnes

Le chiffre d'affaires annuel ne dépasse pas 100 millions de dinars. »

Une très petite entreprise ou une micro-entreprise est définie comme employant une échelle de 1 à 9 employés avec un chiffre d'affaires annuel inférieur à 20 millions de dinars ou Le total du bilan ne dépasse pas 10 millions de dinars<sup>5</sup>.

Pour les besoins de notre recherche, nous considérons les PME comme des PME, des PMI et des TPE. Les PME peuvent avoir différents statuts : société de Wilaya ou de commune, filiale de société État, société mixte, société propriétaire, société privée, entreprise individuelle ou Faillent.

## Section 02 : Caractéristiques, classification et rôle des PME

### 1. Les caractéristiques des PME

Un certain nombre de caractéristiques communes se dégage pour rendre compte de la réalité des PME.

#### 1.1. Les caractéristiques organisationnelles des PME

L'organisation de la PME est beaucoup moins complexe que celle de la grande entreprise. En effet, contrairement aux grandes firmes caractérisées par des structures organisationnelles complexes à plusieurs niveaux et un système d'information formel et bien élaboré, les PME possèdent une structure organisationnelle simple avec un ou deux niveaux hiérarchiques et un système d'information simple et informel.

##### 1.1.1. La structure organisationnelle des PME

Parallèlement à leur taille réduite, la structure des PME est très simple. Elle est caractérisée par un sommet hiérarchique réduit qui se limite à deux niveaux et une centralisation du pouvoir autour d'une seule personne. Cependant, nous pouvons distinguer plusieurs formes de structures adoptées par ces entreprises. Le chercheur Henri Mahé de Boislandelle dans son livre

---

<sup>5</sup>CNES(2000)

(gestion des ressources humaines dans les PME)<sup>6</sup> distingue cinq formes de structure organisationnelles des PME :

### **1.1.2. La structure simple**

Elle est caractérisée par un sommet stratégique réduit, une ligne hiérarchique courte et l'absence du soutien logistique :

### **1.1.3. La structure mécaniste**

Caractérisée par un sommet stratégique réduit, une ligne hiérarchique courte, un faible soutien logistique et une formalisation progressive du centre opérationnel ;

### **1.1.4. La structure d'expertise**

Fonction de l'organisation et du mode de production du service demandé. Par rapport à la précédente forme, ces entreprises ont un soutien logistique conséquent et un centre opérationnel très important ;

### **1.1.5. La structure par chantier**

Se distingue des autres par un renforcement de la ligne hiérarchique, d'un centre opérationnel mis en place en fonction des chantiers, d'un soutien logistique centralisé et d'un sommet stratégique.

### **1.1.6. La structure par projet**

Qui suit les projets mis en place au niveau de l'entreprise.

## **1.2. Un processus de décision peu formalisé**

Contrairement aux grandes entreprises qui doivent préparer des plans relativement précis et des actions protégées afin que toute organisation puisse s'y référer.

Les PME échappent à la Règle de la planification et plus souvent la décision dans ces entreprises est constituée de trois étapes, intuition-décision-action, ce qui fait la stratégie est avant tout simple.

## **1.3. Un système d'information et communication peu organisé**

Plusieurs auteurs s'accordent pour dire que le système d'information peu organisé se retrouve au niveau interne et externe des PME.

### **1.3.1. Au niveau interne**

Permettant une diffusion rapide et descendente entre la direction et les employés.

---

<sup>6</sup> MAHE DE BOISLANDELLE.H, « gestion des ressources humaines dans les PME », édition Economisa, PARIS1988, pp.89-106.

### 1.3.2. Au niveau externe

Les PME ne consacrent pas les moyens suffisants pour commander des études de marchés coûteuses et complexes pour influencer la stratégie de l'entreprise ainsi que la réception d'un flux d'informations sur leur marché où leur produit engendre une réaction plus rapide ce que signifie jusqu'à certain point les limites et la simplicité de ce système d'information.

### 1.4. La centralisation de la gestion

Le chef d'entreprise toujours présent et participe dans tous domaines de la gestion de la PME. En rapport direct avec chaque membre de son personnel. Il apparaît très souvent comme l'acteur central et l'incontournable pour toutes les décisions relatives à l'organisation ou de la gestion de l'entreprise, on peut parler de la personnalisation de la gestion, en la personne du propriétaire dirigeant qui est à la fois entrepreneur, manager dans le cas de très petites entreprises.

L'entrepreneur joue un rôle clé dans la mesure où il personnalise la PME qu'il dirige, de par son statut (propriétaire-dirigeant, créateur d'entreprise, gérant), sa fonction, son mode de gestion dans un contexte de défi économique ou l'innovation et la recherche de solutions sont les éléments moteurs. Son objectif essentiel est d'assurer un profit suffisant pour maintenir la continuité de sa PME. L'entrepreneur est vu comme un innovateur car il possède une très forte influence sur la conduite des affaires, notamment due à sa position hiérarchique. Il est l'un des acteurs qui initie et implante les innovations. Au niveau psychologique, l'entrepreneur doit avoir une certaine attitude d'ouverture face à la nouveauté. Il est l'acteur principal capable de transformer un simple réseau en grappes synergiques d'entreprises et de technologies qui permettent le développement de nouvelles opportunités d'affaires. Si certains entrepreneurs sont plus rapides à saisir les opportunités et à prendre des risques, ils ne sont pas tous en mesure de les saisir efficacement. L'influence parfois excessive de l'entrepreneur sur son entreprise peut, à l'occasion, faire en sorte que l'entreprise conserve un manque d'habileté et des stratégies inadéquates à l'égard de l'innovation<sup>7</sup>. Le professeur émérite de l'Université du Québec, MARCHESNAY<sup>8</sup> distingue deux types d'entrepreneur à savoir :

#### 1.4.1. L'entrepreneur PIC « pérennité-indépendance-croissance »

Ce chef d'entreprise utilise des capitaux d'origine familiale car il appréhende l'endettement, comme il préfère et veut garder son indépendance patrimoniale.

#### 1.4.2. L'entrepreneur CAP « croissance-autonomie-pérennité »

La préoccupation de cet entrepreneur est de savoir de quelle manière peut-il accroître sa part dans le marché et conserver l'autonomie de direction à la fois. Il est davantage tourné vers les problèmes de marché.

---

<sup>7</sup> ST-PIERRE, J. et MATIEU, M., « L'innovation de produit chez les PME manufacturière : Organisation, facteur de succès et de performance », rapport de recherche, ministère des finances, de l'économie et de la recherche, trois rivières, 2003, P.58.

<sup>8</sup> JULIEN J et M.MARCHESNAY, « la petite entreprise », édition Vuibert gestion, Paris, 1998, p70.

### 1.5. Faibles spécialisations du travail

La division du travail et la spécialisation des tâches aux seins des PME sont très faibles, particulièrement aux seins des petites et des très petites entreprises. Cette faible spécialisation, selon MARCHESNAY, est « constatée tant en niveau fonctionnel où l'on observe le plus souvent une difficulté à différencier les tâches, différenciation qui ne va s'affirmer qu'avec l'accroissement de la taille : par exemple, l'apparition d'un véritable service du personnel n'est effectué qu'au-delà de plusieurs dizaines de salariés »<sup>9</sup>.

### 1.6. Un environnement très influent

La cohabitation entre PME et son environnement peut être analysée par deux axes :

#### 1.6.1. Le degré de vulnérabilité

Peut s'analyser sur deux pôles : « complexité des technologies, accessibilité et turbulence ». La PME sera d'autant plus vulnérable que l'environnement sera plus complexe et plus turbulent.

#### 1.6.2. Le degré de dépendance

S'évalue par les relations d'affaires entre la PME et ses partenaires (Fournisseurs de biens et services, clients et distributeurs).

### 1.7. S'afficher unique et se différencier

Les PME cherchent toujours une image unique sur le marché par rapport aux grandes entreprises en se basant sur une stratégie axée sur la différenciation et spécialisation. Il peut s'agir d'un produit ou service spécifique, d'une situation géographique particulière.

### 1.8. Le marché de la PME

Le marché de la PME est souvent local et peut exporter sur le marché étranger. « Une PME est une entreprise qui, en terme économique, ne possède qu'une part relativement petite d'un marché »<sup>10</sup>.

### 1.9. L'indépendance de l'Entreprise

Ce dernier critère suppose, qu'une entreprise de taille réduite appartenant à un groupe plus important ne peut être considérée comme une PME : il ne peut donc s'agir de filiales, d'établissements dépendants de grandes structures.

---

<sup>9</sup> L'intervention de MARCHESNAY au 5<sup>ème</sup> Congrès International Francophone. PME, Lille, Octobre 2000.

<sup>10</sup> KMUPS.A.M et WITERWELGHE.R, « le **problème des PME en Belgique. Evolution et perspectives régionales : de PME créent-elles des emplois ?** », Sous-direction Xavier greffe, 1984, economica, Paris, p150.

### 2. Classification des PME

#### 2.1. Classification en fonction du caractère juridique

Les formes revêtues par les entreprises classées suivant le caractère juridique sont diverses et variées. On distingue les entreprises privées, les entreprises publiques et les entreprises coopératives.

##### 2.1.1. Les entreprises privées

« Ce sont des entreprises dont le capital est détenu par des personnes privées »<sup>11</sup> Cette typologie permet la distinction suivante :

###### 2.1.1.1. Les Entreprises individuelle

Sa constitution est facile, elle présente toutefois des risques importants dans la mesure où il n'y a pas de séparation entre les biens de l'entreprise et ceux du propriétaire.

###### 2.1.1.2. La Société au Nom Collectif (SNC)

Elle est composée d'un groupe d'associés ; tous responsables indéfiniment du passif social, c'est-à-dire, qu'ils sont tenus de régler les dettes de la société à ses créanciers sur leur propre patrimoine, Indépendamment du montant de leurs apports.

###### 2.1.1.3. La Société à Responsabilité Limitée (SARL)

Comme pour les associés de la société anonyme, les associés d'une SARL sont responsables à concurrence de leurs apports. L'incapacité, la faillite d'un associé n'entraîne pas la disparition de ce type d'entreprise. Les parts sociales ne sont pas négociables et ne sont cessibles que sous certaines conditions très strictes ; ce qui les rapproche des sociétés par intérêts. La société à responsabilité limitée comporte au minimum deux associés et au maximum cinquante.

###### 2.1.1.4. L'Entreprise Unipersonnelle à Responsabilité Limitée (EURL)

Une variante particulière de la société à responsabilité limitée. Elle est constituée d'une seule personne (physique ou morale), et permet à l'entrepreneur individuel de ne pas engager la totalité de son patrimoine personnel.

##### 2.1.2. Les entreprises publiques

« Les entreprises publiques sont celles où tout ou partie du capital et du pouvoir de décision appartient à une collectivité publique (État, collectivité locale) »<sup>12</sup>. Ces entreprises opérant dans des activités productives marchandes et dont le nombre tend aujourd'hui à se réduire avec la mise en œuvre de programmes de privatisation, ont des objectifs variés en fonction de leur situation. On distingue.<sup>13</sup>

---

<sup>11</sup> Collection LAZARY, « Economie de l'entreprise », imprimerie ES-SALEM, Cheraga, 2001, p.10.

<sup>12</sup> JEAN-PIERRE LORRIAUX, « Economie d'entreprise », Edition Dunod, Paris, 1991, p.33.

<sup>13</sup> Ibid.

### **2.1.2.1. Les régies**

N'ayant pas de personnalité morale, elles sont gérées par des fonctionnaires.

### **2.1.2.2. Les établissements publics**

Ont une personnalité morale et un budget autonome. Dirigés par un conseil d'administration et un directeur général, ces dits établissements publics peuvent être des hôpitaux, universités, écoles et peuvent avoir un caractère d'établissement public industriel ou commercial.

### **2.1.2.3. Les sociétés nationales**

Apparues à la suite des nationalisations d'entreprises privées, s'apparentent à des sociétés anonymes avec un seul actionnaire, l'État ; dirigées par un conseil d'administration regroupant les représentants de l'État, des usagers et des consommateurs et un PDG nommé par l'État parmi les membres du conseil d'administration.

### **2.1.2.4. Les sociétés d'économie mixte**

Sont des sociétés anonymes regroupant des capitaux publics et privés.

### **2.1.3. Les entreprises coopératives**

Les entreprises coopératives peuvent être définies comme étant des entreprises collectives dont les membres associés à égalité de droits et d'obligations mettent en commun travail et capital pour satisfaire leurs besoins sans dépendre du marché. Leur objectif premier n'est pas la maximisation du profit et leurs activités se déploient dans de nombreux secteurs tels que la production, l'artisanat, le commerce de détail, les assurances et les BTP.

Étant donné les avantages offerts, à savoir la simplicité de distinction par les conditions de constitution et d'objectifs stratégiques particuliers, la classification des PME à base du critère juridique semble être utile. Néanmoins, se limiter au seul critère juridique rend délicate cette distinction et ce, à cause de l'abstraction faite des spécificités de chaque unité productive.

## **2.2. Classification de la PME par type d'activité**

A ce niveau de classification, on parle d'une répartition classique et d'une répartition moderne.

### **2.2.1. La répartition classique**

Traditionnellement, on distingue les entreprises par leur type d'activité qu'on peut, classer en trois (03) secteurs :

### **2.2.2. Le secteur primaire**

Ce secteur regroupe l'ensemble des entreprises agricoles ou celles travaillant dans les domaines de l'extraction ou de l'exploitation forestière, c'est-à-dire l'ensemble des entreprises ayant comme activité principale l'extraction ou l'exploitation des ressources naturelles.

### 2.2.3. Le secteur secondaire

Concerne toutes les entreprises dont l'activité principale consiste à produire des biens économiques, autrement dit, l'ensemble des entreprises dont l'activité de production provient d'une activité de transformation.

### 2.2.4. Le secteur tertiaire

Recouvre les activités de services et à son tour, il comprend toutes les entreprises dont la fonction principale consiste à fournir des services à destination des entreprises ou bien des particuliers.

### 2.3. Classification en fonction du regroupement moderne des activités

Comparativement à la classification précédente, celle-ci fait apparaître de nombreux secteurs d'activités économiques à savoir : l'énergie, matériel de transports, BTP, commerce, transports et télécommunication.

### 2.4. Classification selon la qualité du secteur d'activité

Cette classification se base sur la qualité du secteur d'activité. Elle permet la distinction entre ce qu'on appelle le secteur traditionnel caractérisé par la prépondérance du facteur travail, la non modernisation des équipements et l'absence d'innovations technologiques, et le secteur moderne caractérisé à son tour, par l'indépendance des entreprises en l'occurrence les PME et l'apparition de ce qui est connu sous les PME sous-traitantes ou annexes.

## 3. Rôle des PME dans l'économie

Les PME jouent un rôle considérable dans l'économie de tous les pays membres de l'OCDE. Pour la quasi-totalité d'entre eux, plus de 99 pour cent des entreprises sont des PME. En gros, ces PME assurent de 40 à 80 % des emplois salariés et comptent pour 30 à 70 % du PIB. Les PME contribuent pour plus de la moitié du PIB du secteur privé au Danemark, en Espagne, en France, au Japon et au Portugal. Elles assurent plus de la moitié des emplois salariés dans quasiment tous les pays, et plus de 70 pour cent en Belgique, au Danemark, en Espagne, en Grèce, en Irlande, au Japon, au Portugal, en Suède et en Suisse. L'importance des PME varie suivant les secteurs. En Europe, la construction, le commerce de gros, la distribution de détail et les services aux particuliers sont autant de secteurs où dominent les PME, qui sont en l'occurrence des micro-entreprises ou de petites entreprises. Les PME sont prédominantes aussi, très souvent, dans l'industrie manufacturière, mais les grandes entreprises comptent pour une part substantielle de l'emploi manufacturier total. Les PME contribuent de façon significative à l'emploi dans le secteur des services à la production. Ce sont aussi les grandes entreprises qui prédominent dans le secteur celui des télécommunications<sup>14</sup>.

---

<sup>14</sup>Rapport : Pour une politique de développement de la PME en Algérie, Conseil National Economique et Social.

### 3.1. Le rôle des PME dans la création d'emploi

Depuis les années 80, les PME avaient révélé un grand dynamisme en matière de création d'emploi à travers " le franchising" qui est une opportunité pour la création d'entreprise, de ce fait le franchising constitue un puissant facteur de création d'emploi, d'amélioration de services et d'éradication de circuit informel. En effet, près de 90% des emplois créés proviennent des PME du secteur des services.

### 3.2. Le rôle des PME dans l'économie national

En 2003, d'après l'ANDI (Agence Nationale de Développement de l'Industrie), 99% de la valeur ajoutée totale hors hydrocarbure était le produit de la PME/PMI, le rôle des PME algériennes dans l'économie extérieur est très important. En effet, plus de 70% des échanges entre les entreprises algériennes et les entreprises françaises se font entre les petites et moyennes entreprises. Les exportations demeurent le maillon faible des PME, ainsi en 2003 et selon les responsables sur les PME, il y a 340 PME qui exportaient contre 40 000 PME qui importaient.

### 3.3. La PME et L'innovation

L'innovation signifie l'introduction réussie d'un nouveau produit ou service sur le marché, elle résulte ainsi de la mise au point d'un nouveau procédé de fabrication dans la firme. Si le cheminement des innovations présente des différences marquées entre les petites entreprises et les grandes, le mécanisme a néanmoins, des caractéristiques de base similaires, il commence par la formation de l'idée, il se produit par une recherche technique, puis par des travaux de développement et par des études de commercialisation, il se termine par le lancement du produit.

### 3.4. La PME et la création de la valeur ajoutée (VA)

La valeur ajoutée est plus significative que la notion de production puisqu'elle mesure la richesse réelle créée par l'entreprise de fait de son activité productive au niveau du pays, la somme des valeurs ajoutées présente le produit intérieur brut (PIB) marchand, la VA est calculée ainsi.

VA = LA PRODUCTION - LES CONSOMMATIONS INTERMEDIARES

## Section 03 : Les sources de financement des PME

Pour les chercheurs en économie, le problème de financement des PME est perçu comme étant similaire à celui des grandes entreprises. Pour faire face à leurs besoins de financement qui ne cessent d'augmenter, les PME doivent réunir les sources nécessaires pour garder une situation d'équilibre financier.

A cet effet, les PME disposent de deux (02) sources de financement possible, en premier lieu, elles peuvent faire appel à ces ressources internes telles que le capital social et le recours à l'autofinancement. Lorsque ces derniers s'avèrent insuffisants les PME peuvent faire appel à des sources de financement externes.

### 1. Les sources de financement interne

#### 1.1. L'autofinancement

##### Les caractéristiques de l'autofinancement

- L'autofinancement est un moyen de financement très flexible ;
- Il n'est associé d'aucun délai de dossier ou d'attente de fonds, puisqu'il est dégagé progressivement tout au long de l'exercice ;
- C'est un moyen de financement contrôlé par les dirigeants de la firme, et non par les fournisseurs, cela permet une plus grande liberté d'actions aux dirigeants ;
- Il est peu onéreux, voir gratuit. Il n'engendre ni charges ni produits financiers et non plus des frais d'opérations financières ;
- Il diminue la mobilité du capital.

#### 1.2. Le capital social

Le capital social est une composante importante qui caractérise toutes les entreprises (quel que soit leur taille).

Il est de cet effet, défini comme étant la valeur originale de facteurs mis à la disposition de l'entreprise d'une manière permanente par l'apport « en espèce » des propriétaires ou associés. En d'autre terme, le fond social comprend les moyens de financement apportées ou laissées à la disposition de l'entreprise de façon durable par le ou les propriétaires.

Cet apport se réalise concrètement en deux (02) périodes de temps différentes. Il se réalise d'abord au moment de la création de l'entreprise, ceci représente le capital social de constitution ou de démarrage. Il s'effectue durant le fonctionnement effectif de l'entreprise (durant le cycle de vie), ceci représente l'apport destiné soit à accroître les ressources soit à augmenter les capacités d'emprunts ou encore les deux à la fois.

Donc, l'importance du capital social peut être située à trois niveaux différents ;

- Le premier niveau renvoie à son caractère non remboursable et à l'aspect facultatif de sa rémunération ;
- Le deuxième niveau s'explique par son pouvoir de financement de tous les investissements ;
- Le dernier est donné par son rôle de rééquilibrage financier.

### 2. Les sources de financement externes

#### 2.1. Les emprunts

Ils permettent de pallier le déficit structurel de son budget. La différence entre recettes et dépenses fait en effet toujours apparaître un solde négatif nécessite le recours à l'endettement.

L'emprunt peut revêtir plusieurs formes, qui se distinguent en fonction de sa date d'échéance et de la technique utilisée pour y souscrire.

##### 2.1.1. Les emprunts à court terme

Ce sont les emprunts constatés auprès des banques ou d'organismes financiers spécialisés, ou simplement les emprunts ayant fait l'objet de conventions de mobilisation auprès de crédit national ou de la caisse de dépôts et consignations.

##### 2.1.2. Les emprunts à long terme

Les emprunts à long terme sont des emprunts obligataires, ce sont des titres de créance. L'émission obligataire présente l'avantage qui permet d'obtenir une valeur de fonds très importante. La petite et moyenne entreprise bénéficie de l'emprunt obligataire qui va servir au financement de l'investissement. C'est-à-dire financer des besoins à long terme, donc, les PME possèdent le temps nécessaire pour rembourser ces dettes, néanmoins l'inconvénient de cette forme c'est que l'accès à l'emprunt obligataire est réservé qu'au PME par action.

### 2.2. Le financement par crédits bancaires

#### 2.2.1. Définition du crédit

Le crédit est tout acte à titre onéreux par lequel une personne met ou permet de mettre des fonds à la disposition d'une autre personne et prend dans l'intérêt de celle-ci l'engagement par signature tel qu'un aval, un cautionnement ou une garantie. Sont assimilés aux crédits, les opérations de location assorties d'opération d'achat et notamment les crédits-bails<sup>15</sup>.

##### 2.2.1.1. Le crédit bancaire

Lorsque le financement s'avère insuffisant, les banques mettent à la disposition des entreprises (essentiellement les PME) des liquidités qui leurs permettent d'effectuer leur dépenses en matière d'investissement ou en matière d'exploitation.

Parmi ces crédits on note les suivants :

#### A. Les crédits d'investissement

Ce sont des crédits à moyen et à long terme, destinés à financer les immobilisations de l'entreprise.

Les crédits d'investissement sont accordés pour des durées plus au moins longues.

---

<sup>15</sup> Loi 90-10 du 14/04/1990 relative à la monnaie et au crédit, JORA 1990, n° 112

### B. Le crédit-bail (le leasing)

Le crédit-bail est une technique de financement d'une immobilisation par laquelle une banque ou une société acquit un bien meuble ou immeuble pour le louer à une entreprise. Cette dernière ayant la possibilité de racheter le bien loué pour une valeur résiduelle généralement faible en fin de contrat.

- Ce n'est pas une vente à tempérament car l'utilisateur n'est pas propriétaire du bien financé.
- Ce n'est pas une simple location car le locataire dispose d'une faculté de rachat.
- Ce n'est pas une location-vente car le locataire n'est pas obligé d'acquérir le bien loué après un certain délai.

Il existe deux types de crédit-bail : le crédit-bail mobilier et le crédit-bail immobilier.

### C. Le crédit d'exploitation/ ou de fonctionnement

Les crédits d'exploitation ou de fonctionnement ou bien crédit à court terme sont destinés à financer les besoins cycliques de l'entreprise, ces crédits se caractérisent d'une durée de 12 mois.

### D. Les crédits par caisse

On appelle crédits par caisse les crédits accordés par le banquier autorisant un client à rendre son compte débiteur, en distinguant la facilité de caisse, le découvert et le crédit de compagnie.

- **La facilité de caisse**

La facilité de caisse est un moyen de financement à court terme utilisable sur une petite durée. Ce crédit est accordé par la banque qui précise préalablement par écrit les conditions d'usage en durée d'utilisation de ce crédit est fixée à 15 jours (au maximum) mensuellement. Il n'existe pas un seuil minimal d'utilisation. Il est donc possible d'utiliser le découvert pendant une partie du mois puis se retrouver en solde créditeur.

- **Le découvert bancaire**

Il est accordé à une période plus longue (de quelques semaines à quelques mois). Le découvert peut être autorisé dans le cas où l'entreprise est en attente d'une rentrée de fonds et qu'elle souhaite disposer à l'avance des fonds attendus (par exemple règlement d'un important marché).

- **Le crédit de compagnie**

C'est un concours bancaire qui sert à financer les activités saisonnières. Ce type de crédit est spécialisé et destiné aux commerçants et les industries quand leurs activités viennent à connaître un déséquilibre ou une distorsion entre leur production et leur consommation.

### E. Les crédits par signature

Un crédit par signature est un engagement donné par une banque sous forme d'une caution ou d'un aval pour payer pour compte d'un débiteur si celui-ci s'avère défaillant.

- **Les cautions**

Le cautionnement est un contrat par lequel une personne garantit l'exécution d'une obligation si le débiteur n'y satisfait pas lui-même. Le cautionnement donne lieu à la signature d'un document interne au niveau de la banque et parfois à un dépôt à hauteur d'un certain pourcentage allant jusqu'à 100% du montant total de la caution.

- **L'aval**

L'aval est l'engagement donné sur la lettre de change pour ou par un acte séparé par une personne appelée « avaliste », l'avaliste garant le paiement de la lettre de change en tout ou en partie de son montant grâce à cet aval.

- **L'acceptation**

Le crédit par acceptation est utilisé dans le commerce international, il permet de substituer la signature du banquier à celle de son client.

### **F. Les crédits interentreprises**

Une partie des ressources de l'exploitation est assurée par des ressources stables c'est le fond de roulement qui va couvrir le besoin de financement de l'exploitation, la PME peut recourir à des dettes à court terme temporaires ou renouvelables : le crédit fournisseur, l'escompte et l'affacturage.

- **Le crédit fournisseur**

C'est un crédit financier accordé par un fournisseur à un acheteur de biens et services, en échange de la promesse implicite ou explicite de payer le Montant dû à une date ultérieure. Il s'agit généralement de traiter un billet à ordre que le fournisseur tire sur l'acheteur.

- **L'escompte commercial**

L'escompte commercial est une opération de crédit par laquelle le banquier met à la disposition de porteur d'un effet de commerce non échu le montant de cet effet ( déduction fait des intérêts et commission), contre le transfert à son profit de la propriété de la créance et de ses accessoires.

L'entreprise qui détient des créances sur des clients sous forme d'effets de commerce (traite, billet à ordre, ...) peut les conserver jusqu'à l'échéance. Elle peut également les escompter auprès d'une banque : elle obtient alors un refinancement de ses créances lui fournissant de la Trésorerie pour payer ses propres dettes.

- **L'affacturage**

Pour beaucoup des PME, la gestion de leurs comptes clients et le recouvrement de leurs créances sont des opérations complexes lorsqu'elles ne disposent pas de services administratifs suffisants.

L'affacturage est un procédé de financement et de recouvrement des créances à la société d'affacturage.

#### **2.2.1.2. Les marchés des capitaux**

Lorsque l'entreprise, ou tout autre agent économique, n'arrive pas à satisfaire leurs besoins en capitaux par l'autofinancement ou par des circuits spécialisés tels que le crédit fournisseur, ils s'adressent alors aux marchés des capitaux.

On distingue traditionnellement deux types de marchés :

\* Le marché financier.

\* Le marché monétaire ou de liquidité.

### A. Le marché financier

Il reçoit des offres des épargnants en quête de placement durable. Il est destiné pour satisfaire les demandes de capitaux à long terme pour le financement des investissements. Le marché financier comprend deux compartiments :

✓ **Le marché primaire ou des émissions ;**  
Sur lequel sont émis des titres neufs valeurs mobilières (actions et obligations) ;

✓ **Le marché secondaire ou bourse des valeurs mobilières,**

Il est surnommé aussi le marché de « location » sur lequel s'échangent des titres déjà émis. Il permet aux souscripteurs soit de faire un placement, soit de réaliser une opération spéculative, soit encore de retrouver leurs liquidités en cédant leurs titres.

### B. Le marché monétaire

Le marché monétaire centralise les offres de capitaux à court terme et en assure l'emploi. Il est alimenté par les disponibilités monétaires des particuliers et des entreprises, disponibilités qui en raison de leur instabilité ne peuvent assurer que le financement de l'exploitation. C'est-à-dire qu'elles ne peuvent servir qu'à l'octroi de crédit à court terme.

### Conclusion

Ces dix dernières années, l'environnement économique algérien a été marqué par la multiplication des PME qui ont réussi, tant bien que mal, à s'imposer comme étant l'une des forces principales du développement économique du pays. Leur contribution à générer de la richesse et de l'emploi les hisse en haut du podium et les considère comme une composante essentielle du tissu économique. Aussi, l'analyse de la croissance économique dans plusieurs pays développés démontre que ce sont les PME qui constituent un instrument efficace de la promotion de l'emploi et de la création de la richesse et donc, elles stimulent le développement économique. Mais malgré leur nombre important et leur contribution au développement économique, ces PME n'ont pas eu à tenir compte des règles de performances et d'efficacité au niveau technique, technologique, humain, gestion commerciale et surtout la maîtrise des coûts ; aussi, il semble toutefois que la croissance, voire la survie des PME soit entravée par un certain nombre de difficultés, notamment par l'existence des obstacles financiers, l'absence d'un système d'information faible, l'absence d'un véritable marché du travail bien segmenté<sup>16</sup>.

---

<sup>16</sup> MELBOUCI. L. 52005) LES PME ALGERIENNES : UN ESSAI D'ANALYSE PAR LES RESSOURCES, revue des sciences humaines-université-Mohamed khider Biskra, n° 08, p15.

***Chapitre II***  
***L'impact de l'évolution***  
***des PME sur le***  
***développement en***  
***Algérie***

## **Chapitre II : L'impact de l'évolution des PME sur le développement en Algérie**

---

### **Introduction**

Dans cette que traverse l'économie algérienne depuis les années 1990, contrairement au modèle socialiste, L'état se lance dans la libéralisation des marchés et les énergies entrepreneuriales, l'encouragement de l'initiative privée, l'impulsion de la concurrence et la privatisation.

Dans ce deuxième chapitre qui est divisé en trois sections, nous allons traiter en premier lieu, l'évolution des PME en Algérie. En deuxième lieu, l'impact de la création des PME sur le développement en Algérie. On termine ce chapitre par les enjeux au développement des PME algériennes.

### **Section 01 : Les PME et le développement en Algérie**

#### **1. L'évolution des PME en Algérie**

La ouverture pour colonial due territorialité public par lais l'Algérie sur seul sévère cataclysmes sur chacun les secteurs et les domaines L'Algérie de Messidor 1962 était principalement une entreprise rurale (80%) lequel n'avait rien pour attroupement libéral À obvier ce sur transformation intéressant politique et éducatif moult plans économiques ont canicule établis dans le protectorat algérien Ces plans visaient la ajustement de place d'un cotonnade industriels composant d'un collectivement pour grands complexes et PME.

La majorité des PME en Algérie sont nées à partir de la fin des années 1980. Avant cette date, le rôle des PME était secondaire.

On peut résumer l'évolution de la PME depuis l'indépendance en trois (03) périodes essentielles qui sont :

##### **1.1. La période 1962-1982**

Le lendemain de l'indépendance, toutes les PME qui ont été aux mains des colons sont confiées à des Comités de gestion. Ces entreprises ne sont devenues des sociétés nationales qu'à partir de 1967.

Durant cette époque les caractéristiques de l'économie Algérienne étaient une économie planifiée à prédominance publique et une industrie basée sur des biens d'équipements et des produits intermédiaires. Autrement dit, la PME était considérée durant toute cette période comme « appoint » au secteur public, car toutes les politiques sont concentrées sur le développement de ce dernier en marginalisant le secteur privé qui se débrouillait dans le cadre de ses propres capacités.

Il faut noter que le secteur privé à cette période a rencontré plusieurs difficultés qui ont empêché sa progression comme la fiscalité qui était très lourde, la fermeture du commerce extérieure et la législation du plot qui était très dure.

## **Chapitre II : L'impact de l'évolution des PME sur le développement en Algérie**

---

### **1.2. La période 1982-1989**

L'économie durant cette période est toujours administrée, mais de grandes réformes ont été amorcées. L'exemple de ces réformes pour le développement de secteur privé est les deux plans quinquennaux (1980/1984) et (1985/1989).

La législation et réglementation qui concernent l'investissement privé ont édicté de nouvelles perspectives à savoir la loi du 21/08/1982 qui a institué un ensemble de mesures favorables aux PME telles que :

- Le droit de transfert nécessaire pour l'acquisition des équipements dont la plupart des cas des matières premières ;
- L'accès aux autorisations globales d'importations (A.G.I) ainsi qu'au système des importations sans paiement, bien qu'il est limité.

Cette période a vu également certains obstacles aux PME tels que :

- Le financement par les banques ne dépasse pas 30 % du montant total de l'investissement.
- L'interdiction de multiplication d'affaires possédées.

### **1.3. À partir de 1989**

Le fait majeur qui a caractérisé le début de cette période (1989) en Algérie est la transition vers l'économie de marché.

D'une part, Ce nouveau modèle d'économie nécessite l'application d'un régime de politique monétaire, financière, économique et commerciale. Donc, la privatisation de nombreuses entreprises publiques ce qui contribue au développement des petites et moyennes entreprises dans certaines activités de l'économie. (Ces activités concernent la métamorphosais des métaux ainsi que la petite diligence mécaniques et électroniques). Les changements d'orientation de la politique économique et l'adoption des plans d'ajustement structurel avaient définitivement scellé le passage de l'économie vers l'organisation marchande. D'autre part, l'économie de marché implique l'ouverture du commerce extérieur.

## **2. Evolution et répartition des PME en Algérie**

Depuis les années 90, le secteur des PME algérien a connu une forte progression a Travers certains nombres de programmes et de politiques notamment, la loi d'orientation des PME en 2001, la création de CNI, ...etc.

### **2.1. Evolution de la population globale des PME en Algérie durant la période 2012-2020**

Le tableau suivant ainsi que sa représentation graphique, nous résume la progression des PME entre 2012 et 2020.

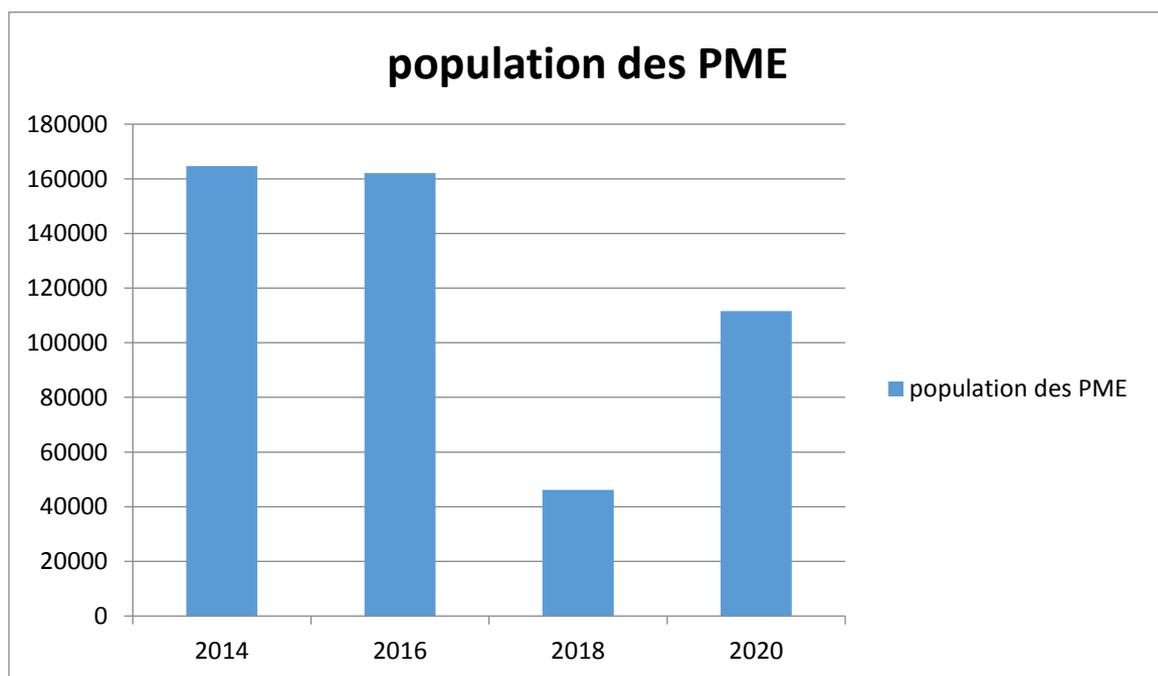
## Chapitre II : L'impact de l'évolution des PME sur le développement en Algérie

**Tableau n° 02 :** Evolution de la population globale des PME en Algérie (2012-2020)

Années	2012	2014	2016	2018	2020
<b>PME privées</b>	532 702	656 949	780 339	816 326	1 209 252
<b>Activités artisanales</b>	154 123	194 562	233 298	243 699	280 710
<b>PME publiques</b>	562	542	438	264	239
<b>Total</b>	<b>687 386</b>	<b>852 053</b>	<b>1 014 075</b>	<b>1 060 289</b>	<b>1 209 491</b>
<b>Evolution</b>	-	<b>164 667</b>	<b>162 022</b>	<b>46 214</b>	<b>149 202</b>

**Source :** Etabli par nous à partir des bulletins d'information des statistiques de la PME du ministère de l'industrie et des mines.

**Figure n°02 :** Evolution de la population des PME en Algérie (2014-2020)



**Source :** Etabli par nous à partir des bulletins d'information des statistiques de la pme du ministère de l'industrie et des mines.

A la fin du 1er semestre 2020, la population globale des PME s'élève à **1 209 491** entités, surtout les PME privées ou elles ont progressé de **550 511** en 2012 à 280 710 en 2020.

Par contre les PME publiques ont enregistré une diminution chaque année, ou **562** entreprises créées en 2012 a diminué à **239** en 2020, cette diminution en nombre, résulte d'un fait économique, marqué par la restructuration et la réorganisation du secteur public dont la privatisation dictée par la loi de l'économie de marché.

## Chapitre II : L'impact de l'évolution des PME sur le développement en Algérie

L'activité artisanale (l'artisanat traditionnel et d'art, production des biens et de services) évolue de manière positive ou elle passe de **154 123** entreprises en 2012 à **280 710** entreprises en 2020.

### 2.2. Répartition des PME par secteur d'activité (1er semestre 2020)

**Tableau n°03** : Répartition des PME par secteur d'activité (1er semestre 2020)

Secteurs d'activité	Nombre des PME	Parts (%)
<b>Agriculture</b>	7 540	1,11
<b>Hydrocarbures, Energie, Mines et services liés</b>	3 090	0,46
<b>BTPH</b>	191 454	28,23
<b>Industries manufacturières</b>	104 598	15,42
<b>Services y compris les professions libérales</b>	371 614	54,79
<b>Total</b>	1 209 491	100

**Source** : Bulletin d'information statistique de la PME N° 37. CNAS/CASNOS/ECOFIE.

Les PME (personnes morales) tous statuts confondus sont présentes en force dans le secteur des services qui en concentre plus de la moitié (54,79%), suivi par le secteur du BTPH (28,23%), et en troisième position il y a le secteur de l'industrie avec 15,42%

### 2.3. La répartition des PME privées par région

Selon la répartition spatiale du Schéma National d'Aménagement du Territoire (SNAT), les PME (personnes morales) sont prédominantes dans le Nord et, à un degré moindre, dans les Hauts-Plateaux.

**Tableau n°04** : Concentration des PME privées (personnes morales) par région

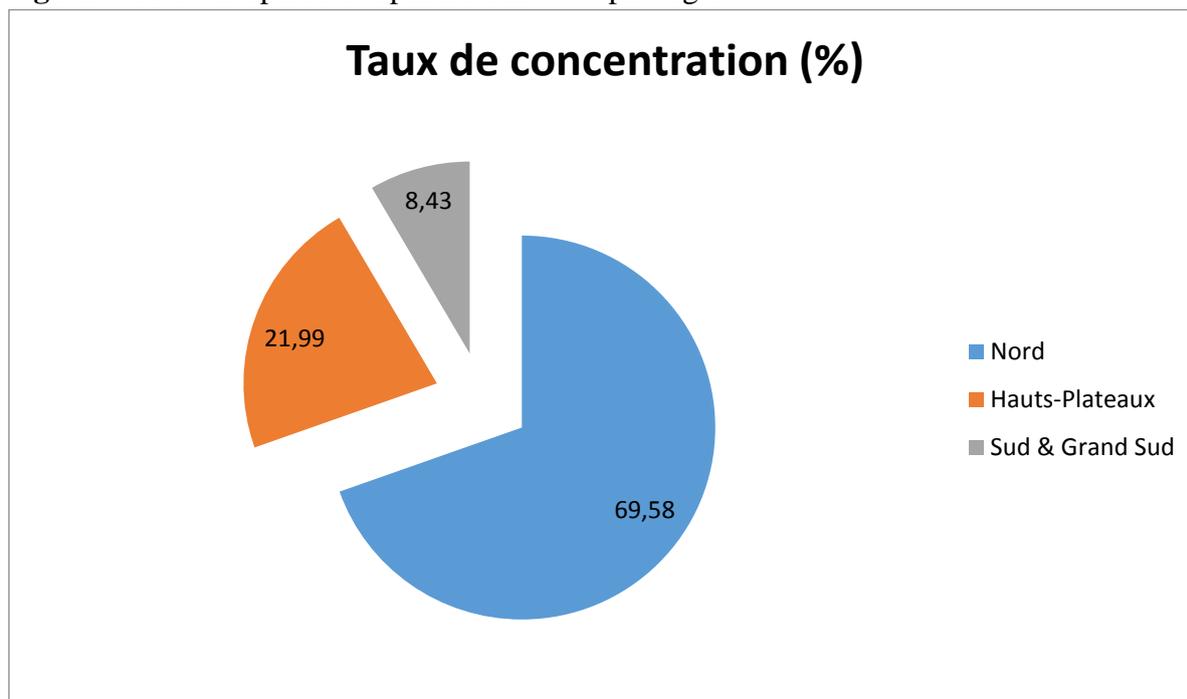
Région	Nombre de PME S1/2020	Taux de concentration (%)
<b>Nord</b>	471 786	69,58
<b>Hauts-Plateaux</b>	149 104	21,99
<b>Sud &amp; Grand Sud</b>	57 167	8,43
<b>Total Général</b>	<b>678 057</b>	<b>100</b>

**Source** : CNAS

La région du Nord regroupe, 471 786 PME, soit 69,58 % des PME du pays, suivie par la région des Hauts-Plateaux avec 149 104 PME soit 22%, et les régions du Sud et du Grand Sud accueillent 57 167 PME soit 8,43% du total.

## Chapitre II : L'impact de l'évolution des PME sur le développement en Algérie

Figure n°03 : La répartition spatiale des PME par région



Source : Etabli par nous à partir des bulletins d'information des statistiques de la pme du ministère de l'industrie et des mines.

Les créations nettes de PME sont prédominantes dans le Nord, Hauts-Plateaux et au Sud. Cette disparité est expliquée par la faible intensité démographique Et le manque d'infrastructures qui permettent le développement de l'activité économique ces régions les moins denses.

### 2.4. Evolution de la population globale des PME

L'évolution de la population de la PME entre le 1er semestre 2019 et le 1er semestre 2020 est de 3,2 % tous secteurs juridiques confondus, représentant un accroissement net total plus de 37 546 PME. Pour les PME privées personnes morales, cette évolution est de 2,8%.

Tableau n°05 : Evolution de la population globale des PME (S1/2019 et S1/2020)

	S1/2019	S1/2020	Evolution %
<b>Population globale de la PME</b>	1 171 945	1 209 491	3,20
<b>Dont PME privées personnes morales</b>	659 573	678 057	2,80

Source : Bulletin d'information statistique de la PME N° 37, indicateurs 2020

## Chapitre II : L'impact de l'évolution des PME sur le développement en Algérie

### 2.5. Evolution des PME par secteur d'activité

Les secteurs où la création d'entreprise a été la plus forte entre les deux premiers semestres des exercices 2019 et 2020, restent ceux des services avec 51,43%.

Les PME à caractère industriel sont au nombre de 104 598 entités à la fin du 1er semestre 2020, contre 102 128 entités à la fin du 1er semestre 2019, soit une évolution de 2,42 %.

**Tableau n°06** : Evolution des PME par secteur d'activité (S1 2019/ S1 2020)

	Secteurs d'Activité	S1/2019	Parts(%)	S1/2020	Parts(%)	Evolution (%)
1	Agriculture	7 368	0,63	7 540	0,62	2,33
2	Hydrocarbures, Energie, Mines et services liés	3 035	0,26	3 090	0,26	1,81
3	BTPH	188 290	16,06	191 454	15,83	1,68
4	Industries manufacturières	102 128	8,71	104 598	8,65	2,42
5	Services y compris les professions libérales	602 755	51,43	622 099	51,43	3,21
6	Artisanat	268 369	22,90	280 710	23,21	4,60
	<b>Total</b>	<b>1 171 945</b>	<b>100</b>	<b>1 209 491</b>	<b>100</b>	<b>3,20</b>

**Source** : Bulletin d'information statistique de la PME N° 37, indicateurs 2020

### 3. L'impact des PME sur le développement en Algérie

La création d'entreprises dans un territoire peut influencer ce dernier. Elle induit des impacts socioéconomiques et environnementaux sur le développement local et territorial, qui peuvent être structurés comme suit :<sup>30</sup>

#### 3.1. Impact socioéconomique

On a distingué deux niveaux d'impacts, économique et social.

##### 3.1.1. Les impacts économiques

- La PME a un impact sur le PIB, elle génère ainsi de la valeur ajoutée ;
- Au niveau de l'investissement national ; la réalisation d'un investissement va se traduire par une mobilisation de l'épargne internationale par les investissements direct étrangers (IDE) et les emprunts à moyen et long termes, provenant des marchés de capitaux internationaux ;
- Dans le commerce extérieur et la balance des paiements, la PME participe aux Exportations des produits qui nous font retourner de la devise, ce qui implique qu'elle

<sup>30</sup> BOULKEMIR Halima, « le rôle des PME dans le développement local : cas des PME de la zone industrielle Ihedadden de la wilaya de Bejaia (2000-2010) » ; mémoire de master 2 METE, P 49-51.

## **Chapitre II : L'impact de l'évolution des PME sur le développement en Algérie**

---

A un impact sur la balance commerciale (qui pourra être dans certains cas négative). De plus si un entrepreneur va se concentrer dans un milieu où d'autres entreprises y sont déjà localisées, une certaine concurrence va être produite entre ces entrepreneurs. Notamment en termes de prix, d'innovation des produits et donc du renouvellement du tissu industriel. Cette concurrence sur le marché va stimuler, à son tour, la compétitivité du territoire qui mène vers la mondialisation ;

- Enfin, la PME contribue aux financements publics en payant les impôts et les droits de douanes.

### **3.1.2. Impacts sociaux**

La PME, selon son développement économique, contribue à :

- La réduction de la pauvreté ;
- L'amélioration de l'équilibre macroéconomique ;
- La distribution des revenus ;
- Et l'amélioration des conditions d'existence des populations ;
- Pour certaines entreprises, elles participent même à l'amélioration des indicateurs de l'éducation, de la protection de l'environnement et à l'insertion professionnelle.

### **3.2. Impacts environnementaux**

Un responsable de la PME est très proche des de autres acteurs (citoyens, consommateurs, associations, élus locaux,...) et a, donc, pleinement conscience de l'impact de l'activité de l'entreprise sur son environnement.

Ces impacts peuvent être présentés comme suit :

- La localisation de l'entreprise dans une région donnée change la structure spatiale de cette dernière, en termes d'aménagement du territoire. de ce fait, plusieurs infrastructures de base vont être amenées (électricité, gaz, eau, infrastructures routières,...) ;
- Certaines entreprises (plus particulièrement les entreprises industrielles et le service de Transports) sont responsables des rejets gazeux, de consommation d'eau et d'énergies, Et elles sont productrices de déchets, etc.

## **4. Perspectives de développement des PME en Algérie**

Tous les programmes et les efforts pour la promotion des PME ne se valent pas, mais l'observation de leurs bilans nous enseigne qu'ils sont sérieux, même si leurs résultats réels ne sont pas vraiment satisfaisants, faute des gaspillages de l'énergie et de l'argent, par conséquence des efforts restent à faire. Pour qu'un dispositif soit efficace, il doit en premier, débiter par une définition claire et opérationnelle des actions à mener. Des règles doivent évincer du bénéfice ceux qui ne sont pas dans le besoin, pour ne pas détourner les ressources dont les porteurs de projets et les PME ont ardemment besoins. La multiplicité des acteurs institutionnels et l'absence d'une coordination entre les différents organismes n'arrangent pas l'essor de la PME

## Chapitre II : L'impact de l'évolution des PME sur le développement en Algérie

---

algérienne. Elle a besoin de bénéficier d'une politique globale de développement dont les programmes de soutien doivent être bien articulés, dans une vision de moyen et long terme.

Un programme national pour le développement des PME- Industrielles (PMI) est nécessaire, comme il se fait, notamment en Tunisie à travers l'Agence de la Promotion de l'industrie (certifiée ISO 9002), qui facilite l'enregistrement des affaires et des start-up manufacturières en particulier et qui a pour objectif la création de 240 nouvelles Moyennes Entreprises par année.

Pour renforcer le parc des PME, il faut créer des centres locaux de facilitation des procédures de création et de démarrage des entreprises, par répercussion augmenter le nombre d'unités économiques et industrielles et aspirer à atteindre 1 million et demi de PME. Un chiffre avancé par les experts comme nécessaire au décollage de l'économie nationale.

L'Algérie connaît beaucoup de TPE (96,15% des PME). A l'inverse, elle y a un véritable déficit d'entreprises de taille moyenne. Il faut se soucier de la création mais aussi du devenir des entreprises après leurs naissances, en créant des outils pour un suivi longitudinal qui leur permettra de grandir. Mettre en place un programme national dédiée à la création des PME dites « gazelles » à forte croissance<sup>7</sup>, qui deviendront dans quelques années de grands groupes.

Sachant que l'épanouissement des PME se fait particulièrement dans le giron des grandes firmes et l'intégration dans un groupe constituera une voie privilégiée de développement pour la PME algérienne.

Face à l'étendu des enjeux des PME dans le développement économique du pays, il est plus que jamais nécessaire de lever toutes les contraintes et les handicaps structureaux qui pèsent sur leur épanouissement. Un défi que les autorités ont tenté de relever (depuis des années) sans vraiment atteindre les objectifs escomptés<sup>31</sup>.

Des mesures et des actions demeurent et doivent être entreprises, puisqu'il existe un potentiel énorme de nouveaux porteurs de projets. Nous proposons les plus importantes :

- Moderniser le système bancaire en l'impliquant davantage dans le financement des petits entrepreneurs, en développant des instruments adaptés aux besoins spécifiques des PME et en décentralisant la décision d'octroi de crédit ;

- Renforcer la capacité de financement des entreprises par la création d'une banque spécialisée dans le financement des PME, comme OSEO en France ou BFPME en Tunisie. Qui aura pour vocation d'accompagner le développement de ces entreprises dans toutes les étapes de leur croissance et leur faciliter l'accès aux financements ;

- Développer le financement par le capital-risque, qui reste très peu répandu, mais aussi le microcrédit, un instrument susceptible d'allumera le moteur économique des individus qui n'ont pas les moyens financiers et éveillera la créativité qui existe en chaque personne (YUNUS. M, 2008) ; le microcrédit peut en outre, apporter une réponse aux difficultés

---

<sup>31</sup> - Dans le rapport Doping Business 2011 de la Société financière internationale (banque mondiale), l'Algérie occupe la 136ème place sur un classement totalisant 187 pays. Le classement tient compte de la qualité de paramètres concernant les facilités accordées aux entreprises locales, particulièrement les PME.

## **Chapitre II : L'impact de l'évolution des PME sur le développement en Algérie**

---

financières que rencontrent les promoteurs-chômeurs pour constituer le fameux apport personnel (5% ou 10% du coût du projet) que réclame l'ANSEJ et les banques.

- Réformer l'administration publique et ses institutions, en adaptant leurs fonctionnements aux exigences de l'économie de marché et en réduisant les degrés de la bureaucratie et de la corruption ;

- Former les dirigeants des PME, en organisant des séminaires sur l'organisation du travail, la gestion, l'utilisation de l'outil informatique..., avec la création d'un réseau de centres de formation des dirigeants des PME, comme celui existant en Tunisie depuis 1980.

- La vulgarisation des aides financières et des garanties existantes pour maximiser l'utilisation des PME pour les lignes de crédits ouvertes.

- Impliquer davantage les collectivités locales (APC et Dairas) dans le processus de la promotion des PME. Leur permettre d'apporter des orientations et des aides techniques, par leur proximité des entrepreneurs grâce à des budgets spécifiques.

- Permettre l'accès au foncier aux meilleurs coûts et faciliter l'installation des porteurs de projets de création d'entreprise.

- La mise en place d'un système national efficace de collecte, d'analyse et de diffusion d'informations économiques et financières et l'encouragement de l'utilisation des techniques de communication nouvelles comme Internet.

- Encourager l'apprentissage des langues étrangères chez les chefs d'entreprises et les nouveaux diplômés, quand on sait que près de 80% du contenu d'Internet est rédigé en anglais.

- Encourager la diversification du tissu des PME-PMI par la promotion de la sous-traitance et le soutien des activités artisanales, à travers des mesures incitatives fiscales et financières.

- La mise en place de nouveaux dispositifs d'aide et de promotion des PME- High Tech, orientées vers l'innovation et les technologies de l'information.

- Renforcer le rôle des pouvoirs publics pour améliorer la compétitivité des entreprises, dans la finalité d'accroître la taille des PME et stimuler leurs innovations.

- Créer des organismes d'appui et d'accompagnement pour le développement international des PME algériennes.

- Mettre en place des mécanismes et des instruments de contrôle pour réduire l'impact des pratiques hasardeuses, qui peuvent nuire aux différentes mesures et programmes d'appui destinés aux PME.

## **Chapitre II : L'impact de l'évolution des PME sur le développement en Algérie**

---

### **Section 02 : l'impact de la création des PME sur le développement en Algérie**

L'objectif de cette section est, d'analyser en premier lieu, la PME et son rôle dans la création d'emploi, et la croissance économique en Algérie en utilisant les différentes bases statistiques disponible en second lieu, d'évaluer le différent dispositif d'aide à la création d'entreprise (ANSEJ et CNAS) en relation avec la création de l'emploi et la lutte contre le chômage.

#### **1. La place et le rôle des PME dans le développement de l'économie nationale selon les indicateurs macroéconomie**

En Algérie, les PME longtemps marginalisées et reléguées au second rang derrière les grandes entreprises publiques qui englobent la quasi-totalité des budgets des plans et des programmes de développement, elles occupent depuis deux décennies une place prépondérante dans le système économique. Les réformes, qui ont été amorcées depuis les années quatre-vingt, l'ont conduit progressivement à changer la politique économique qui sera désormais fondée sur les forces du marché, et qui a reconnu pour les entreprises privées le rôle important à jouer dans le développement local et national. Elles absorbent le taux de chômage et de pauvreté, elles augmentent le volume d'investissement et de production.

Il convient alors de situer la place de la PME algérienne dans un contexte macroéconomique à travers l'analyse de quelques indicateurs vulnérables (emploi, PIB, VA).<sup>32</sup>

##### **1.1. La contribution des PME au développement économique**

Les PME en Algérie se mesure au regard du dynamisme de ce secteur. Sa contribution au développement économique se décline en termes d'importance numérique, de création de la création d'emplois, de produit intérieur brut et de la valeur ajoutée.<sup>33</sup>

##### **1.2. La contribution des PME dans l'emploi**

Les petites et moyennes entreprises (PME) jouent un rôle économique et social très important, à la fois par leur importance dans le tissu économique et par la création d'emplois, un rôle fortement apprécié dans les périodes de crise et d'aggravation des chiffres du chômage.<sup>34</sup>

Le secteur des PME contribue de plus en plus à la résorption du taux de chômage et la création d'emploi, et plus particulièrement par le secteur privé.

En effet, elles à réalisées 2 920 769 emplois en 2020, (2 899 232 emplois par des PME privées et 21 537 emplois par des PME publique), et en 1<sup>er</sup> semestre 2021, 3 083 503 emploi, (3 063 487 emploi par des PME privées et 20 016 emploi par des PME publique), avec une évolution de 5,57%, soit 142 718 nouveaux emploi.

Le tableau suivant nous montre plus de détails l'évolution des emplois déclarés par type de PME au 1<sup>er</sup> semestre 2020 et 2021 :

---

<sup>32</sup> Na sima BOURI, Idem. P99.

<sup>33</sup> MEBAREK. A. Financement de la PME et la croissance, op. Cita, p 02.

<sup>34</sup>Assemblée Régionale et Locale Euro-méditerranéenne, «Rapport sur le rôle des petites et moyennes entreprises en Méditerranée», Troisième session plénière Bari, 30 janvier 2012, p-p 1 -3.

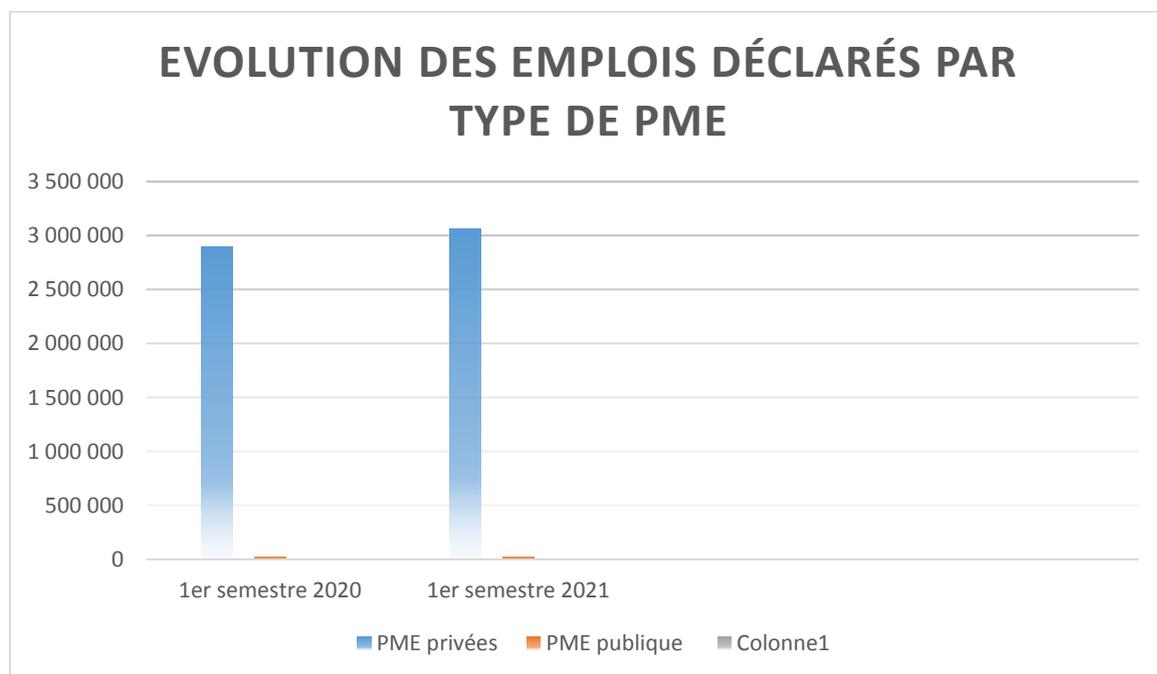
## Chapitre II : L'impact de l'évolution des PME sur le développement en Algérie

**Tableau n°07** : évolution des emplois déclarés par type de PME

Type de PME	1 <sup>er</sup> semestre 2019		1 <sup>er</sup> semestre 2020		Evolution (%)
	Nombre	(%)	Nombre	(%)	
<b>Salariés</b>	1 626 080	57,69	1 689 980	57,86	3,93
<b>Employeurs</b>	1 171 701	41,57	1 209 252	41,40	3,20
<b>s/ total</b>	2 797 781	99,26	2 899 232	99,26	3,63
<b>PME publique</b>	20 955	0,74	21 537	0,74	2,78
<b>Total</b>	<b>2 818 736</b>	<b>100</b>	<b>2 920 769</b>	<b>100</b>	<b>3,62</b>

**Source** : Ministère du Développement industriel et de la Promotion de l'Investissement (bulletin d'information statistique de la PME- données du 1<sup>er</sup> semestre 2021).

**Figure n°04** : L'évolution des emplois déclarés par type de PME



**Source** : établi à partir des données de bulletin d'information statistique de la PME, (Tableau n°07).

Depuis les années 90, les parts se sont inversées et le secteur public a cédé sa place au secteur privé, il ne représente que 20 016 emplois au premier semestre de 2021, alors que ce chiffre était de 21 537 en 2020, soit une régression de 142 718 des emplois par rapport aux nombre de postes existants en 2020. Au même temps, le secteur privé quant à lui est passé de 2 899 232 emplois en 2020 à 3 063 487 postes au premier semestre de 2021, soit un taux de croissance de plus de 5,67 Une évolution positive continue qui a permis à l'initiative privée d'atteindre 99,735 du total des emplois recensés sur le marché de l'emploi algérien en 2021. Les PME représentent entre 95% et 99%, selon les pays, de la population des entreprises. Elles assurent entre 60 et 70% de la création nette d'emplois dans les pays de l'OCDE<sup>35</sup>.

<sup>35</sup>Rapport de l'OCDE, Février 2007.

## Chapitre II : L'impact de l'évolution des PME sur le développement en Algérie

### 1.3. Contribution des PME au PIB

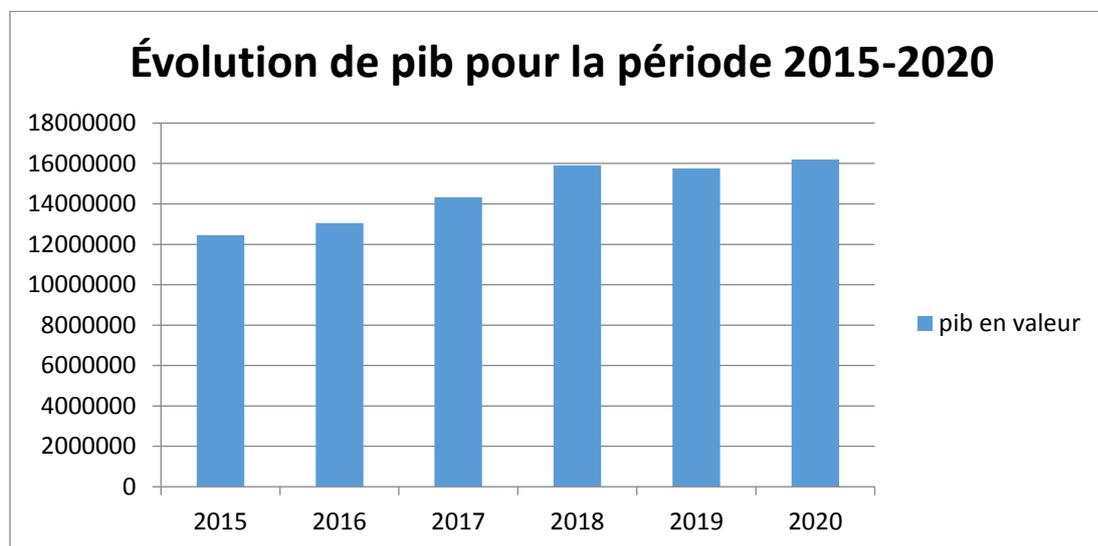
Afin d'être dans une optique claire du rôle joué par les PME dans le développement économique, il est évident de voir sa part dans la constitution de PIB. En réalité, les données de tableau ne donnent pas d'une manière exacte la contribution de la PME au PIB, mais celle de secteur privé autant qu'il est constitué majoritairement par les PME. Et d'après ce tableau, il est intéressant de constater que la part du secteur privé dans le PIB hors hydrocarbures a connu une croissance appréciable de 3 167, 12 Milliards de DA, ou sa valeur a presque doublé en 2013 (6 741,19 Milliards de DA) contre 3 574.07 Milliards en 2009. En pourcentage, sa contribution a toujours dépassé 80% et reste toujours en augmentation continue durant la période 2009-2013 ; elle varie entre 82,45% et 88,3%. Donc, les PME sont une source major de revenu vu que les entreprises privées contribuent par une moyenne de 88,61 % dans le PIB sur la période d'étude comme il est montré dans la figure n° 04.

**Tableau n°08** : Évolution de PIB pour la période 2015-2020

Années	2015	2016	2017	2018	2019	2020
<b>PIB en Valeur</b>	12459026,1	13059417,6	14326731,9	15905648,7	15760991,9	<b>16203145</b>

Source : Réalisé par nos soins sur la base ONS-Aout 2021

**Figure n°05** : Évolution de PIB pour la période 2015-2020



Source : Réalisée par nos soins sur la base de tableau°08.

## Chapitre II : L'impact de l'évolution des PME sur le développement en Algérie

### 1.4. Contribution des PME à la valeur ajoutée

Cependant, dès 1995, les entreprises privées (33 882 PME) ont été derrière la création de près de 1 200 000 emplois, soit un taux de 30 % de la population active et participaient à hauteur de 40 % à la valeur ajoutée. Tout semblait être bien engagé pour réussir l'émergence d'un tissu industriel algérien.

Or les rentes de situations, les mentalités et les habitudes héritées de l'ancien système dirigiste, constituent autant de contraintes aux changements de culture économique, et ont permis à une autre économie de voir le jour, une économie informelle « sous terrain » qui échappe à tout contrôle ou imposition, et qui va s'orienter sur l'importation, et la distribution, connu en Algérie sous l'expression « *Import / export* ». Pendant cette période, les PME font face à d'énormes difficultés.

Ainsi l'activité de ces PME se glisse graduellement du domaine de la fabrication, et de la production des biens vers des activités de services, de distribution et de commerce, plus rentables et qui leur permettent de tenir et pouvoir passer le creux, en attendant l'achèvement des réformes et l'avènement de conditions meilleures, plus attachées aux principes du libre marché et à l'économie de la concurrence.<sup>36</sup>

Comme toute valeur ajoutée créée par une entreprise, la valeur ajoutée d'une PME recouvre l'ensemble des rémunérations des services qui ont été rendus au cours des différentes tâches du processus de la fabrication et/ou de la production, et des besoins du fonctionnement des services administratifs, financiers... En d'autres termes, la valeur ajoutée servira en grande partie à : rémunérer les services, les travailleurs (salaires), les capitaux (dividendes et/ ou intérêts).

Elle permet aussi de contribuer au fonctionnement des institutions, et des administrations en leur versant des impôts. De là, il est clair que l'entreprise quelle que soit sa dimension, petite, moyenne ou grande en plus de la création des emplois, et de la valeur ajoutée, en redistribuant le surplus sur les agents économiques, elle joue un rôle moteur dans la vie économique, et sociale de tout le pays à travers la redistribution de la richesse.

**Tableau n°09 : Évolution de la valeur ajoutée de la période 2014-2020**

Années	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Valeur Ajoutée	8 590 272	9 324 784	10 033 805	10 627 081	11 356 893	11 770 621	12 070 521

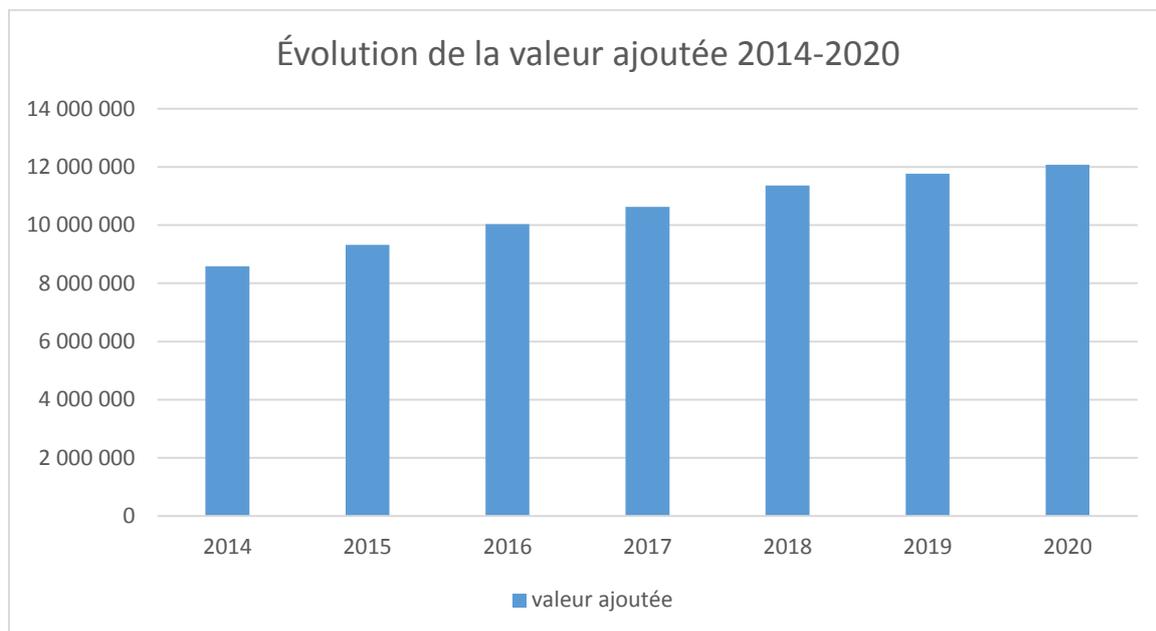
En milliards de dinars algériens.

**Source :** Etabli à partir des données disponible sur le site de Ministère de la PME et de l'artisanat.

<sup>36</sup>MERZOUK. F : « PME et compétitivité en Algérie », in revue Economie et Management, N° 09, Oct. 2009, Tlemcen.

## Chapitre II : L'impact de l'évolution des PME sur le développement en Algérie

Figure n°06 : Évolution de la valeur ajoutée de la période 2014-2020



Source : Etabli à partir de tableau N°09

### 2. Contribution de quelques dispositifs d'aide à la création des PME à la lutte contre le chômage

Les différents dispositifs d'aide à la création d'entreprise en Algérie principalement l'Agence Nationale de Soutien à l'Emploi de Jeunes (ANSEJ), la Caisse Nationale d'Assurance Chômage (CNAC) et l'Agence Nationale de Développement de l'Investissement (ANDI) opérant à des degrés divers dans l'économie nationale, dont les missions et activités sont principalement consacrées à faciliter la création et l'accompagnement des PME, ce qui permet une propulsion du marché du travail. En effet ces différentes structures publiques d'aide à la création de l'activité économique visent à la réinsertion des chômeurs dans le monde du travail.<sup>37</sup>

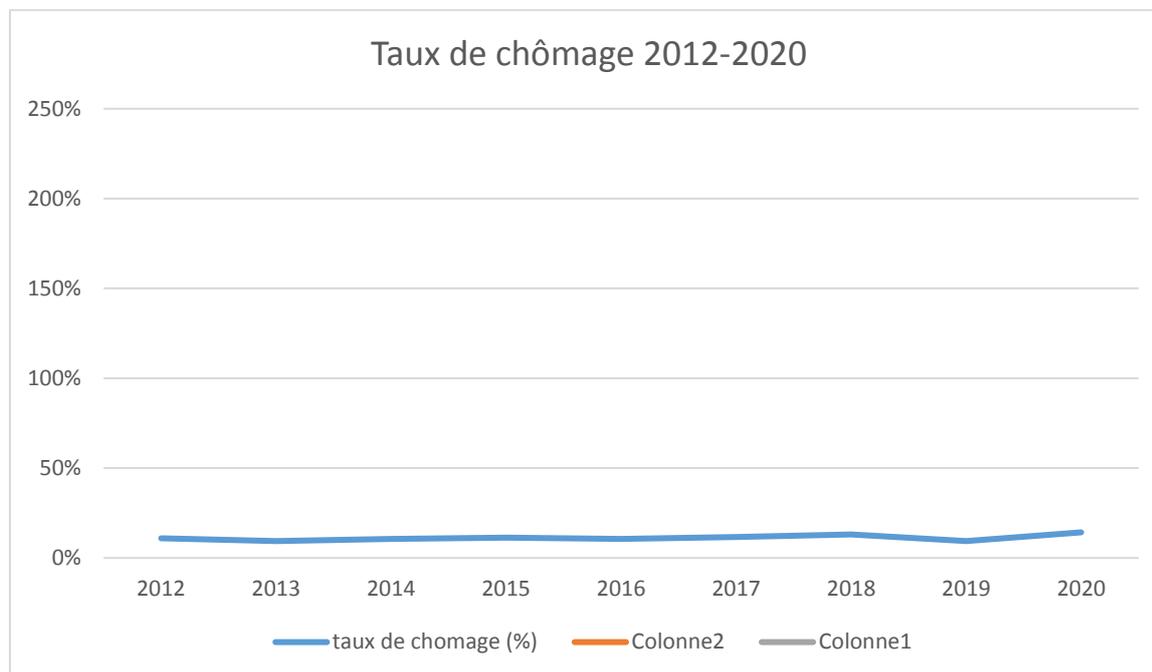
Tableau n°10 : Taux de chômage en Algérie de 2012 à 2020.

Années	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Taux de chômage	11%	9,83%	10,6%	11,21%	10,5%	11,66%	13,15%	11,38%	14,24%

<sup>37</sup>NEMIRI-YACI.F (2008) « L'État malgré tout ? Acteurs publics et développement », In les cahiers de l'association tiers monde, 32ème journées sur le développement, facultés Universitaires Catholiques de Mons Belgique.

## Chapitre II : L'impact de l'évolution des PME sur le développement en Algérie

Figure n°07 : Taux de chômage 2012-2020



Source : établi à partir bank-of-aleria.dz.

### 3. Contribution des PME aux exportations

La structure des exportations algériennes dépend principalement des exportations hydrocarbures et des exportations hors hydrocarbures, la part des exportations hydrocarbures total atteignant 94,54% en 2017, elle a connu une augmentation de 16,45% par rapport à 2016, les exportations hors hydrocarbures restent faible et qui atteignant 7,20% des exportations totales, et qui ne dépassent pas 2,89m de dollars en 2020.

Tableau n°11 : Contribution des PME aux exportations (million de dollars)

année	2003	2005	2007	2009	2011	2013	2015	2017	2019	2020
Expo hors hydro	673	1 099	1 332	1 066	2 062	2 165	2 063	1 899	2 580	2 899,40
Expo des hydro	23 939	43 937	58 831	44 128	71 427	63 752	35 724	32 864	33 243	22 272,81
<b>Total</b>	24 612	45 036	60 163	45 194	73 489	65 917	37 787	34 763	35 823	25 172,21

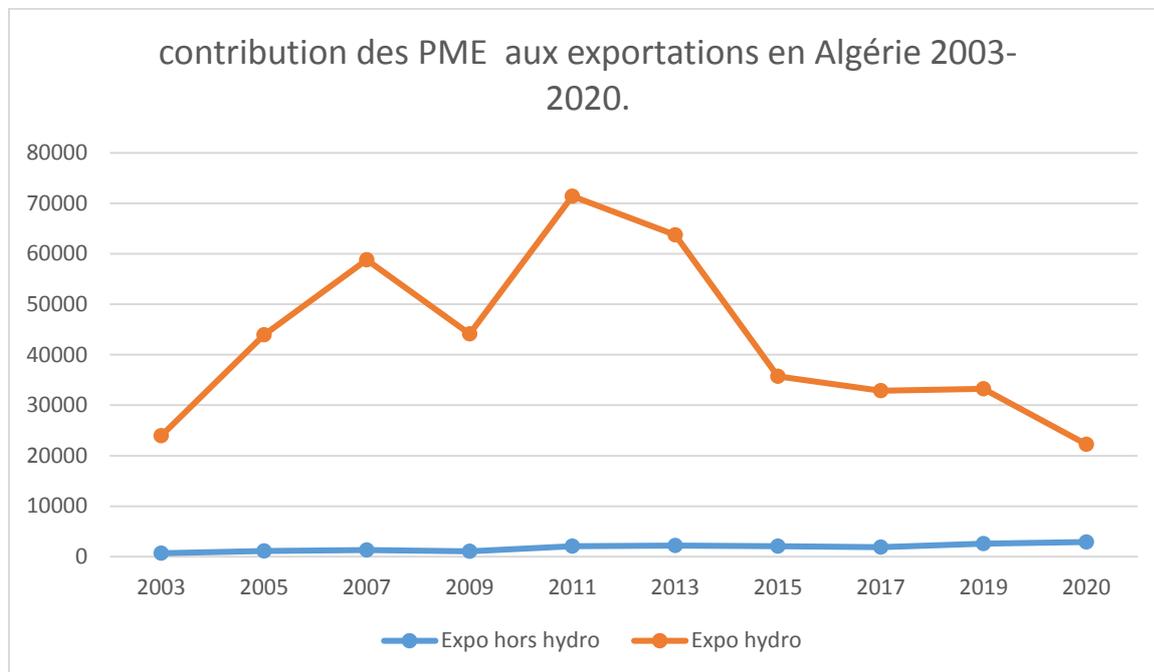
Source : Etablir à partir des bulletins d'informations statistique du ministère de l'industrie et des mines sur les PME pour les années 2003-2020.

Les exportations hors hydrocarbures étant passées de 673 millions de dollars en 2003 à 2 165 millions de dollars en 2013 en raison de l'évolution du nombre des PME durant cette période, puis a diminué à 1 889 millions de dollars en 2017 en raison de réduction et l'absence du soutien à la création des PME depuis 2014 à cause de la baisse des prix des hydrocarbures, et à travers

## Chapitre II : L'impact de l'évolution des PME sur le développement en Algérie

de tableau n° 11 en note que les exportations hors hydrocarbures sont faible, malgré les efforts pour encourager, mais elle reste lointe des objectifs souhaités.

**Figure n°08** : Contributions des PME aux exportations en Algérie (2003-2020)



**Source** : Etabli à partir des données de tableau n° 11.

La figure nous montre une forte augmentation des exportations hydrocarbures de 2003 jusqu'au 2008, et cela est à cause de l'augmentation des prix des hydrocarbures à 99 dollars, la diminution des exportations des hydrocarbures après 2008 est le résultat d'une forte récession causée par la crise financière mondiale. En 2009 les exportations sont commencées à se redresser après l'augmentation progressive des prix du pétrole jusqu' au 2014 ou ces exportations connaissent une nouvelle baisse, à cause de la diminution des prix.

### Section 03 : les enjeux au développement des PME algériennes

Les PME jouent un rôle particulièrement important dans les pays en économie en voie de développement. Si elles sont appelées à jouer le même rôle que les PME des pays avancés et à faire face aux mêmes contraintes, ou presque, celles des pays en développement subissent plus que les autres la déficience de la qualité et des capacités humaines et aussi institutionnelles.

#### 1. Les enjeux au développement des PME algériennes

Les réalisations obtenues au niveau de la PME Algérienne que ce soit l'évolution de leur nombre, les emplois qu'elles génèrent, suit à l'évolution positive du secteur privé qui constitue la source essentielle de la valeur ajoutée, par exemple 99,5% dans l'agriculture et 80% dans le BTP, 79,19% dans le transport et communication ; sa part de PIB est 80% soit 3 153,77

## Chapitre II : L'impact de l'évolution des PME sur le développement en Algérie

---

milliard de dinars en 2007, mais sa compétitivité face au monde extérieur reste limité, puisque les hydrocarbures continuent à représenter l'essentiel des vents à l'étranger durant l'année 2008 avec une part de 97,58% du volume global des exportations, quant aux exportations hydrocarbures, elles demeurent toujours marginales, avec seulement 2,42% du volume global des exportations soit une valeur de 1,89 milliards de dollars US.

En revanche, les importations sont estimées à 39,16 milliards de dollars US, avec une augmentation de 41,71% par rapport l'année 2007.

Ces chiffres indiquent la dépendance de l'économie Algérienne à l'extérieure, la situation impose aux PME algériennes la modernisation du style de management, ou les modalités de création de richesse et de la valeur ont changés radicalement, l'environnement productif, le management des connaissances<sup>38</sup> et les compétences sont devenus des facteurs fondamentaux et stratégique.

Aujourd'hui la connaissance qu'est considérée comme facteur de réussite et de compétitivité, la connaissance qu'est la base de l'innovation et l'intelligence économique.

Donc, c'est une nouvelle approche qui permet d'accroître la productivité de l'entreprise, touchant toutes les étapes du processus de production, elle peut porter sur un produit, un procédé, un service, un mode d'organisation ou de commercialisation, comme elle peut résulter d'une amélioration significative de l'existant.

Pour faire face au défi de compétitivité et contribuer à l'amélioration des structures de l'économie, la PME algériennes doit répondre aux défis suivants :

- Encourager la capacité entrepreneuriale d'apercevoir les opportunités et de faire face aux défis de la mondialisation et de l'innovation technologique rapide.
- Assurer la compétitivité des PME en stimulant l'innovation des produits, des processus, des routines de gestion et des stratégies marketing.
- Améliorer quantitativement et qualitativement ses ressources humaines, en mobilisant les actions de formation dans les nouveaux métiers particulièrement aux entrants dans le cadre du potentiel de l'entreprise.
- Investir dans les branches d'activité dans lesquelles l'Algérie dispose les moyens et les ressources susceptibles d'être source de compétitivité à l'échelle internationale.
- Encourager l'interaction, l'établissement de réseaux de contact et le partenariat entre les entrepreneurs ayant effectué une formation similaire à l'étranger.
- Améliorer l'accès au financement et à l'informatique, y compris le commerce électronique mondial.

---

<sup>38</sup>Selon Dominique crie le management de connaissance et un processus de capture et d'enregistrement de l'expertise collective d'une entreprise.

## **Chapitre II : L'impact de l'évolution des PME sur le développement en Algérie**

---

### **Conclusion**

Les procédures introduites dans le domaine des PME sont beaucoup à dénombrer, création du fonds d'investissement en 2008 qui pourrait faciliter l'intégration des PME dans le marché par rapport aux engagements internationaux de l'Algérie avec l'union européenne (UE), fonds de garantie des crédits à la PME (FGAR), caisse de garantie des crédits national consultatif pour la promotion des PME, création de l'agence national de développement de la PME,

Ces mesures ont pour objectif de promouvoir le rôle des PME afin de réaliser des objectifs qui sont aussi beaucoup à dénombrer.

De manière générale on peut considérer que les PME Algériennes ont contribué à réaliser certains objectifs de façon partielle, création d'emplois, répondre aux besoins des certains secteur (ex : BTP), mais elles sont loin d'arriver aux objectifs dits stratégiques ex : maintenir un certain niveau de compétitivité face à la concurrence interactionnelle, assurer des revenus aux balances de payement hors hydrocarbures, ce qui nécessite plus d'effort et de soutien à ce niveau.

***Chapitre III***  
***Etude empirique de***  
***l'impact de la***  
***promotion des PME***  
***en Algérie***

# Chapitre III : Etude empirique de l'impact des PME sur le développement économique en Algérie

---

## Introduction

À la lumière des éléments théoriques déjà présentés, nous allons procéder dans ce chapitre à une modélisation économétrique pour étudier l'impact de la promotion des PME en Algérie. Pour ce faire, nous utilisons le modèle ARDL (ARDL model approche to cointegration), développé par Pescara et al (2001). En effet, l'objectif de cette étude économétrique est d'évaluer empiriquement les liaisons entre une variable à expliquer, le nombre totale des PME, et un ensemble de variables explicatives relevant de la sphère économique, et ce pour le cas de l'Algérie. Ce chapitre est structuré autour de deux sections ; la première est consacrée à la présentation de l'approche théorique du modèle ARDL, la méthodologie de modélisation économétrique adoptée. Cependant, la deuxième section est réservée à la définition des variables étudiées, analyse et discussion des résultats obtenus.

## Section 01 : L'approche théorique de modèle

### 1. L'approché théorique du modelé ARDL

Dans cette section on va présenter le modèle ARDL théoriquement et la méthodologie de modélisation économétrique adoptée.

#### 1.1. La présentation du modèle ARDL

Le modèle ARDL permet d'une part de tester les relations de long terme sur des séries qui ne sont pas intégrées de même ordre et, d'autre part d'obtenir des meilleures estimations sur des échantillons de petite taille. En plus, le modèle ARDL donne la possibilité de traitres simultanément la dynamique de long terme et les ajustements de court terme du modèle ARDL. De ce fait, le modèle ARDL mettant en relation la variable à expliquer, le nombre total des PME, et les variables explicative, le produit intérieur brut, le nombre total d'emploi, la valeur ajoutée et les exportations hors hydrocarbure et ce pour la période de 1990 à 2020 peut s'écrire de la façon suivante :

Avec :

$$\begin{aligned} \Delta \log (\text{nombr\_pme})_t = & b_0 + b_1 \log (\text{nombr\_emploi})_{t-1} + b_2 \log (\text{pib})_{t-1} + b_3 \log (\text{v\_ajouter})_{t-1} \\ & + b_4 \log (\text{x\_h\_hydro})_{t-1} + \sum_{i=1}^p a_{1i} \Delta \log (\text{nombr\_pme})_{t-1} + \sum_{i=0}^q a_{2i} \Delta \log (\text{nombr\_emploi})_{t-i} \\ & + \sum_{i=0}^q a_{3i} \Delta \log (\text{pib})_{t-i} + \sum_{i=0}^q a_{4i} \Delta \log (\text{v\_ajouter})_{t-i} + \sum_{i=0}^q a_{5i} \Delta \log (\text{x\_h\_hydro})_{t-i} + e_t \dots \\ & \dots \dots \dots (1) \end{aligned}$$

## Chapitre III : Etude empirique de l'impact des PME sur le développement économique en Algérie

---

- **PIB** : Produit Intérieur Brut ;
- **NOMBR\_PME** : Nombre totale des petits et moyennes entreprise ;
- **NOMBR\_EMPLOI** : Nombre totale d'emploi ;
- **V\_AJOUTER** : La valeur ajouter ;
- **X\_H\_HYDRO** : L'exportation hors hydrocarbure ;
  - $e_t$  : Un processus stationnaire de moyenne nulle ;
  - $\Delta$  : Opérateur de différence première ;
  - $a_0$  : La constante ;
  - $a_1, \dots, a_5$  : Effet à court terme ;
  - $b_1, \dots, b_5$  : dynamique de long terme du modèle ;

La spécification de ce modèle nécessite que les séries temporelles soit stationnaire au niveau (I(0)) ou bien stationnaires après la première différence (I(1)), le test d'ADF pour vérifier la quelle des variables est stationnaire en niveau ou après une première différenciation.

Le modèle ARDL se compose de deux parties : la première partie combinaison linéaire des variables en niveau décalées, montre la dynamique de long terme ; la seconde combinaison linéaire de variables différenciées retards, représente la dynamique de court terme.

La stratégie du test de cointégration selon l'approche de Pesaren comprend deux étapes :

- Détermination du retard optimal à l'aide des critères d'information Akaike information Criterion (AIC) et Schwarz Bayesian Criterion (SC).
- Examen de toutes les combinaisons possibles pour les retards de chaque variable afin de déterminer le modèle ARDL optimal pour ensuite tester la cointégration. En fait, le modèle ARDL effectue  $(p+1)k$  régressions pour obtenir le retard optimal pour chaque variable avec  $(p)$  : le retard maximal,  $k$  : le nombre de variables dans l'équation.

### 1.2. La méthodologie du modèle ARDL

Les étapes à suivre pour l'analyse de la cointégration dans le modèle ARDL sont :

#### 1.2.1. Sélectionner le nombre de retard optimal

Afin de choisir un retard optimal pour chaque variable, la méthode ARDL estime régressions, où  $(p)$  est le nombre maximal de retard et  $k$  est le nombre de variables dans l'équation. Le modèle peut être choisi sur la base du Schwartz-Bayesiancriteria (SBC) et du critère d'information d'Akaike (AIC). Le SBC permet de sélectionner un nombre plus réduit de

## **Chapitre III : Etude empirique de l'impact des PME sur le développement économique en Algérie**

---

retards alors que l'AIC permet désélectionner le nombre maximum de retards. Après la sélection du modèle ARDL par l'AIC ou la SBC.

### **1.2.2. Test de la stationnarité des séries temporelles**

Afin de déterminer l'ordre d'intégration des séries temporelles et la stationnarité des séries étudiées, le test de stationnarité de Dickey Fuller Augmenté (ADF) est utilisé. En effet, afin d'utiliser l'approche du Bound-Test développé par Pesaran et al (2001), il faut s'assurer globalement qu'aucune des séries n'est intégrée d'ordre 2 ou plus car les valeurs critiques fournies par Pesaran et al. (2001) concernent uniquement les niveaux d'intégration 0 et 1.

### **1.2.3. Test de cointégration (bounds-test)**

Le test de cointégration selon l'approche de Pesaran et al (2001) dans les modèles ARDL b consiste à tester la nullité conjointe des coefficients des variables en niveau et retardées du modèle. En fait, l'hypothèse nulle du test de cointégration (Wald-test) s'écrit :

- $H_0 : = 0$  ; (Pas de relation de cointégration).
- $H_1$  : au moins un des coefficients est significativement différent de zéro (présence de relation de cointégration).

Si l'hypothèse nulle est rejetée, alors il y'a une relation de long terme entre les variables, sinon il n'y a aucune relation de long terme entre les variables. La statistique du test F-stat ou statistique de Wald suit une distribution non standard qui dépend du caractère non stationnaire des variables régresseurs, du nombre de variables dans le modèle ARDL, de la présence ou non d'une constante et d'une tendance ainsi que de la taille de l'échantillon. Deux valeurs critiques sont générées avec plusieurs cas et différents seuils : la première correspondant au cas où toutes les variables du modèle sont  $I(1)$  :  $CV-I(1)$  qui représente la borne supérieure ; la seconde correspond au cas où toutes les variables du modèles sont  $I(0)$  :  $CVI(0)$  qui est la borne inférieure. (D'où le nom de « bound test ingapproche cointegration » ou « approche de test de cointégration par les bornes »).

Alors la règle de décision pour le test de cointégration est la suivante :

- Si  $F\text{-stat} > CV-I(1)$ , alors l'hypothèse nulle est rejetée et donc il y'a Cointégration.
- Si par contre  $F\text{-stat} < CV-I(0)$ , alors l'hypothèse nulle de non cointégration est acceptée.
- Si la  $F\text{-stat}$  est comprise entre les deux (2) valeurs critiques, rien ne peut être conclu

## **Chapitre III : Etude empirique de l'impact des PME sur le développement économique en Algérie**

---

Après ce test de cointégration en passe à l'estimation des coefficients à long terme et à court terme, afin de déterminer l'impact de ces variables explicatives (NOMBR\_EMPLOI, PIB, V\_AJOUTER et X\_H\_HYDRO) sur le nombre total des PME en Algérie.

### **1.2.4. Test de normalité**

Pour vérifier l'hypothèse de normalité des résidus et que les résidus de l'estimation du modèle de long terme sont stationnaires on utilise le test de normalité de Jarque Bera.

## **Section 02 : Estimation économétrique**

La dernière phase de ce travail, est l'identification des variables explicatives, l'analyse et discussion des résultats obtenus.

### **1. Le choix des variables étudiées**

Par rapport au choix des variables, nous avons essayé au mieux de choisir celles qui sont en relation directe avec les allocations financières et la promotion des PME en Algérie. Le choix s'est effectué sur la base de la littérature théorique présentée ci-dessus ainsi que les travaux empiriques antérieurs traitant une problématique similaire variables retenues dans la modélisation économétrique, le nombre totale des PME (NOMBR\_PME) comme variable endogène (ou à expliquer), le produit intérieur brut (PIB), le nombre totale d'emploi (NOMBR\_EMPLOI), la valeur ajoutée (V\_AJOUTER) et l'exportation hors hydrocarbure (X\_H\_HYDRO) comme variables exogènes.

#### **1.1. Nombre totale des petites et moyennes entreprises**

C'est le nombre total des entreprise (PME) crée dans une période donnée, soit privée ou publique et dans différent domaine.

#### **1.2. Produit Intérieur Brut**

Le PIB est un indicateur économique permettant de mesurer la production de richesses d'un pays. Il correspond à la somme des valeurs de la production de bien et de service par des agents économiques à l'intérieur du pays, quelles que soient leur nationalité.

#### **1.3. Nombre totale d'emploi**

C'est le nombre de post et total d'emploi crée par les entreprise moyens et petites (PME) dans une période donnée.

# Chapitre III : Etude empirique de l'impact des PME sur le développement économique en Algérie

## 1.4. La valeur ajoutée

La valeur ajoutée (VA) est un indicateur financier qui exprime la création de richesse brute d'une entreprise ou l'accroissement de valeur qu'elle a généré, du fait de ses activités courantes. Elle représente donc une traduction de l'activité de l'entreprise : différence entre le chiffre d'affaires et les consommations intermédiaire. Elle est calculée dans le tableau des soldes intermédiaires de gestion (SIG).

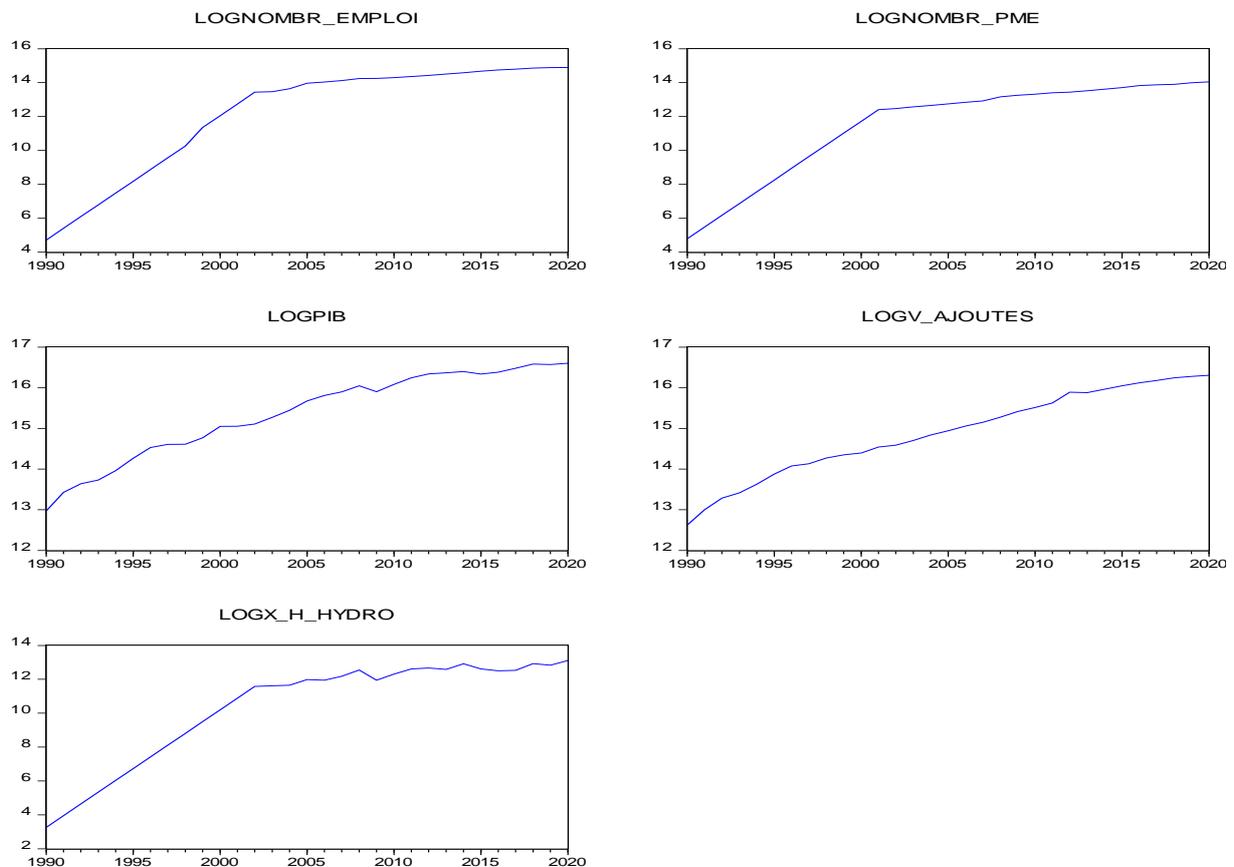
## 1.5. L'exportation hors hydrocarbure

C'est l'exportation des PME des produits hors hydrocarbure, grâce aux différents aides attribuées par l'état pour le développement du secteur de la PME.

## 2. Analyse graphique des séries

Les graphes nous donnent une idée sur la stationnarité ou pas de la série, c'est ce que nous allons démontrer par les tests de stationnarité.

**Figure n°09** : Evolution graphique des variables



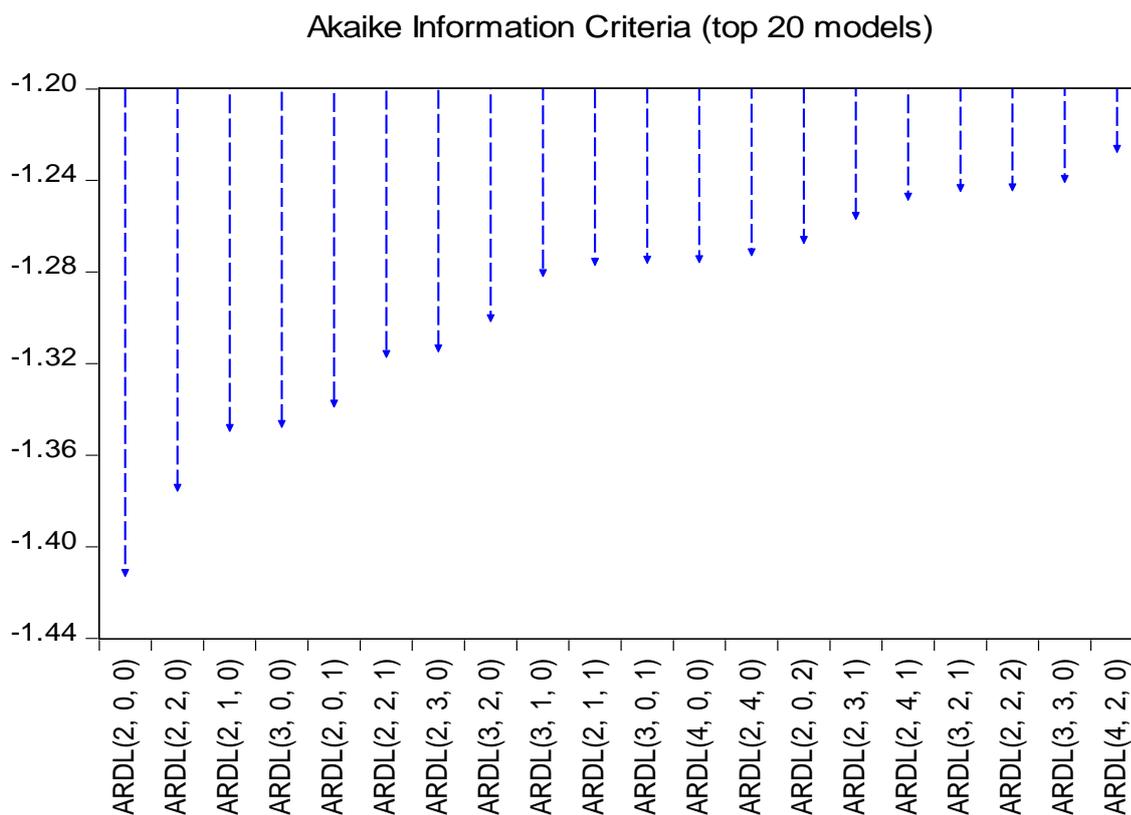
**Source** : Établi par nos soins à partir d'Eviews10

## Chapitre III : Etude empirique de l'impact des PME sur le développement économique en Algérie

La figure n°09 : traçant l'évolution graphique des séries utilisées, montre que toutes les séries ne possèdent pas une tendance sauf la série LOG(NOMBR\_PME). Par conséquent, on peut présumer que les séries sont stationnaires excepté LOG(NOMBR\_PME). Ce constat peut être confirmé en appliquant le test ADF.

### 3. Détermination de nombre de retard

Figure n°10 : Le graphique du critère d'information Schwarz (SIC)



Source : Établi par nos soins à partir d'Eviews10

A partir du graphique ci-dessous (selon le critère SIC), le modèle ARDL (2.0.0) est le meilleur modèle car la valeur du SIC est la minimale.

Après avoir déterminé le nombre de retard de chaque variable il convient de procéder à la stationnarité de chaque série en utilisant le test de la racine unitaire, Dickey Fuller.

### 4. Test de racine unitaire

Pour s'assurer que les variables étudiées sont stationnaires soit en niveau  $I(0)$  ou après la première différenciation  $I(1)$ , nous ferons appel au test de Dickey-Fuller augmenté (ADF).

## Chapitre III : Etude empirique de l'impact des PME sur le développement économique en Algérie

Tableau n°12 : Résultat du test de racine unitaire appliqué sur les variables étudiées

Le variable		Au niveau		Décision
		Statistique du test DF	Probabilité	
NOMBRE_EMPLOI	En niveau	M3 : -1,341659	0,8573	Stationnaire en niveau
		M2 : -7,528599	0,0000	
		M1 :		
X_H_HYDRO	En niveau	M3 : -1,626265	0,07582	Stationnaire en niveau
		M2 : -5,653977	0,0001	
		M1 :		
PIB	En niveau	M3 : -2,25533	0,4443	Stationnaire en niveau
		M2 : -4,359925	0,0018	
		M1 :		
V_AJOUTÉE	En niveau	M3 : -3,971107	0,0210	Stationnaire en niveau
		M2 : -	-	
		M1 : -	-	
NOMBRE_PME	En niveau	M3 : -1,626265	0,7582	Stationnaire en niveau
		M2 : -5,653977	0,0001	
		M1 : -	-	
NOMBRE_PME	En différence	M3 : -	-	Stationnaire en première différence
		M2 : -	-	
		M1 : -5,737175	0,0000	

Source : Établi par nos soins à partir d'Eviews10

- **NB** : I(0) la variable est stationnaire en niveau, I(1) la variable est stationnaire après la première différenciation.
- **M3** : Modèle avec tendance et constante.
- **M2** : Modèle sans tendance avec constante.
- **M1** : Modèle sans tendance et sans constante.

Après avoir testé la stationnarité de différentes variables incluses dans la présente étude, on constate que toutes les variables sont stationnaires soit en niveau ou après la première différenciation. Par conséquent, le modèle ARDL peut être appliqué afin d'estimer une

## Chapitre III : Etude empirique de l'impact des PME sur le développement économique en Algérie

éventuelle relation de cointégration entre le Produit intérieur brute hors hydrocarbure et les variables explicatives (NOMBR\_EMPLOI, PIB, V\_AJOUTER et X\_H\_HYDRO).

### 5. Estimation du modèle ARDL (2.0.0)

Tableau n°13 : Résultats d'estimation

Variable	Coefficients	Std.Error	c-Statistic	Prob*
LOGNOMBR_PME (-1)	1,461769	0,161907	9,028457	0,0000
LOGNOMBR_PME (-2)	-0,648088	0,107291	-6,040476	0,0000
LOGV_AJOUTÉS	0,055515	0,016850	3,294684	0,0029
LOGX_H_HYDRO	0,132111	0,116856	1,130548	0,2690

Source : établi par nos soins à partir d'Eviews10

( $R^2 = 0,998092$ ) ; (Durbni-Watsonstat 2,160855)

Le modèle de la promotion des PME estimées par la méthode ARDL s'écrit de la manière suivante :

$$\log(NOMBR\_PME_t) = 1,46 \log(NOMBR\_PME_{t-1}) - 0,64 \log(NOMBR\_PME_{t-2}) + 0,05 \log(V\_AJOUTER) + 0,13 \log(X\_H\_HYDRO).$$

Les résultats d'estimation indiquent que tous les coefficients des variables de la promotion des PME en Algérie, le nombre total des PME retardé d'un an, et de deux ans, et la valeur ajoutée sont d'un point de vue statistique significatifs, puisque les statistiques de Student associées est supérieur à la valeur de la table au seuil de 5%.

Ainsi que les exportations hors hydrocarbures est non significative car statistiques de Student associées est inférieur à la valeur de la table au seuil de 5%.

De plus, la qualité d'ajustement de ce modèle est de  $R^2 = 99,80\%$ , c'est-à-dire que la variabilité totale du nombre totale des PME est expliquée à 99,80% par les variables sélectionnées. De cette façon, la qualité d'ajustement de notre modèle est très bonne.

## Chapitre III : Etude empirique de l'impact des PME sur le développement économique en Algérie

### 6. Test de Co-integration (Bounds test)

Tableau n°14 : Résultats du test de Co-intégration de Pesaran et al. (2001)

Variable	LOG(NOMBR_PME), LOG(PIB), LOG(V_AJOUTES), LOG(X_H_HYDRO).	LOG(NOMBR_EMPLOI),
F-Stat calculé	-1,574030	
Seuil critique	1(0)	1(1)
1%	-2,58	-3,66
5%	-1,95	-3,02
10%	-1,62	-3,66

Source : établi par nos soins à partir d'EvIEWS10

Les résultats du test de Co-intégration sont présentés dans le tableau ci-dessus. On voit que la statistique de Fisher ( $F = -1,574030$ ) est supérieure à la borne supérieure pour les différents seuils de significativité 1%, 5% et 10%. Ce résultat nous conduit à rejeter l'hypothèse d'absence de relation de long terme, et on constate l'existence d'une relation de Cointégration entre les différentes variables.

### 7. L'estimation de la relation à long terme selon le modèle ARDL

Tableau n°15 : L'estimation de la relation de court terme (dynamique de court terme)

ARDL Error Correction Régression  
 Dépendent Variable : D(LOGNOMBR\_PME)  
 Selected Model : ARDL (2, 0, 0)  
 Case 1: No Constant and No Trend  
 Date : 06/14/22 Time : 11:24  
 Semple : 1990 2020  
 Included observations : 29

ECM Regression				
Case 1: No Constant and No Trend				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LOGNOMBR_PME(-1))	0.648088	0.089445	7.245637	0.0000
CointEq(-1)*	-0.186319	0.054325	-3.429730	0.0021
R-squared	0.881887	Mean dependent var		0.295576
Adjusted R-squared	0.877512	S.D. dependent var		0.295367
S.E. of regression	0.103373	Akaike info criterion		-1.634470
Sum squared resid	0.288522	Schwarz criterion		-1.540174
Log likelihood	25.69982	Hannan-Quinn criter.		-1.604938
Durbin-Watson stat	2.160855			

Source : établi par nos soins à partir d'EvIEWS10

## Chapitre III : Etude empirique de l'impact des PME sur le développement économique en Algérie

On remarque que  $(DLOGNOMBR\_PME (-1)) = 0,64$  est positif et significatif car la statistique associée à cette variable est supérieure à la valeur de la table de Student au seuil de 5%. Le terme  $CointEq (-1)$  correspond au résidu retardé d'une période issue de l'équation d'équilibre de long terme. Son coefficient estimé est négatif et largement significatif, confirmant ainsi l'existence d'un mécanisme à correction d'erreur. Ce coefficient, qui exprime le degré avec lequel la variable  $\log(NOMBR\_PME)$  sera rappelé vers la cible de long terme, est estimé de  $-0,18$  pour notre modèle ARDL, traduisant évidemment un ajustement à la cible de long terme plus au moins rapide.

**Tableau n°16** : Estimation de la relation de long terme

Levels Equation				
Case 1: No Constant and No Trend				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOGV_AJOUTES	0.297957	0.161396	1.846124	0.0767
LOGX_H_HYDRO	0.709060	0.193469	3.664974	0.0012
EC = LOGNOMBR_PME - (0.2980*LOGV_AJOUTES + 0.7091*LOGX_H_HYDRO)				

**Source** : établi par nos soins à partir d'Eviews10

Les résultats d'estimation de la relation de long terme s'écrivent sous la forme suivant :

$$\log(NOMBR\_PME_t) = 0.29 \log(V\_AJOUTER_t) + 0.70 \log(X\_H\_HYDRO_t).$$

Ces résultats montrent l'existence d'une relation positive et significative à long terme entre le nombre total des PME, et l'exportation hors hydrocarbure, ainsi, une augmentation de 1% des exportations hors hydrocarbure entraîne, une hausse de 70,90% du nombre totale des PME ( $NOMBR\_PME$ ). Ainsi que l'existence d'un effet positif non significatif du la valeur ajoutée sur le nombre totale des PME, et une augmentation de 1% du la valeur ajoutée entraîne, et toute choses égale par ailleurs, une hausse de 29,79% à long terme du nombre totale des PME.

### 8. Validation du modèle

La validation du modèle se réfère à divers tests statistiques de spécification pour vérifier si le modèle est congru c'est-à-dire qu'il ne peut être mis à défaut.

## Chapitre III : Etude empirique de l'impact des PME sur le développement économique en Algérie

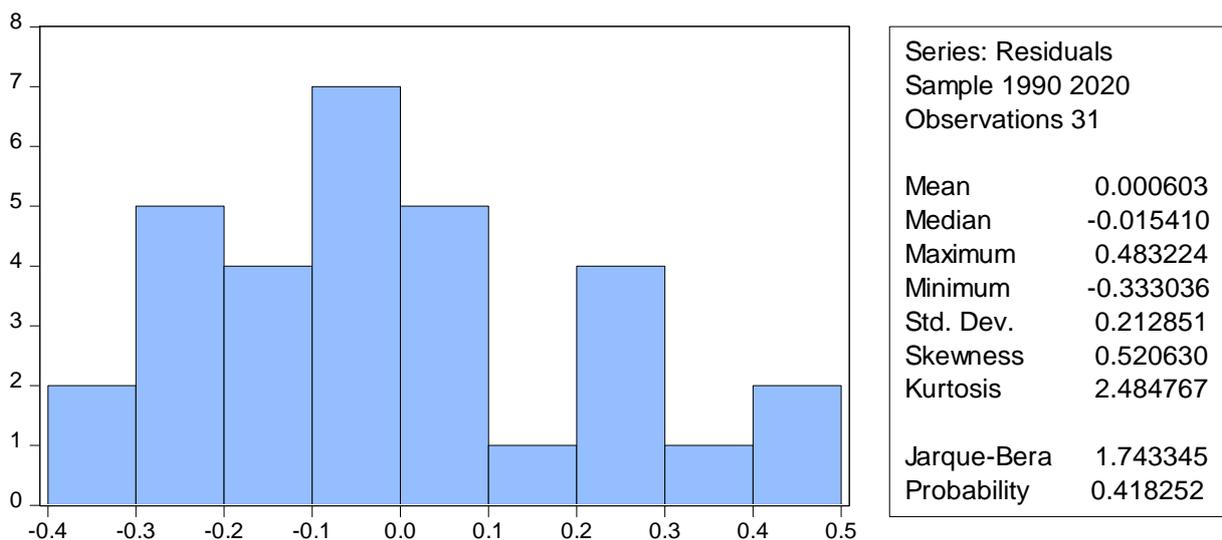
### 8.1. Tests sur les résidus

Ces tests statistiques consistent à tester la qualité des résidus à savoir l'homoscédasticité et la normalité.

### 8.2. Test de normalité des résidus

Si le modèle est idéalement bon, alors les écarts que l'on constate entre les valeurs prédites et les valeurs observé (les résidus) sont entièrement imputables à des erreurs de mesure. De ce fait, les résidus doivent posséder les propriétés classiques d'une distribution normal, symétrique autour de la valeur prédite, le test de Jarque-Bera va ne permettre de mieux apprécier la normalité des résidus.

**Figure n°11** : Résultats du test de normalité des résidus



Source : établi par nos soins à partir d'Eviews10

La probabilité associée à la statistique Jarque-Bera 0,41 est supérieure à 0,05. L'hypothèse de normalité des résidus est donc vérifiée. Nous pouvons alors conclure que les résidus de l'estimation du modèle à long terme sont stationnaires. Évidemment, la normalité de leurs distributions est confirmée.

### 8.3. Test d'hétéroscédasticité

Il s'agit d'un test important puisqu'il repère non seulement de l'hétéroscédasticité mais également une mauvaise spécification du modèle. L'homoscédasticité s'observe lorsque la dispersion des résidus est homogène sur tout le spectre des valeurs prédites. Il est donc clair

## Chapitre III : Etude empirique de l'impact des PME sur le développement économique en Algérie

que c'est une propriété souhaitable puisque si les résidus correspondent bien à des aléas de mesure, il n'y a pas de raison que la dispersion de ces résidus change en fonction des valeurs prédites.

**Tableau n°17** : Résultats du test d'hétéroscédasticité

<b>Heteroskedasticity Test Breusch-Pagan-Godfrey</b>			
<b>F-statistic</b>	<b>0,573166</b>	<b>Prob. F(18,9)</b>	<b>0,4558</b>
<b>Ops*R-carré</b>	<b>0,603942</b>	<b>Prob. Chi-Square(18)</b>	<b>0,4671</b>

Source : établi par nos soins à partir d'Eviews10

Nous acceptons donc, l'hypothèse d'homoscédasticité des erreurs au seuil de 5%, car les probabilités sont supérieures à 0,05. D'où, les estimations obtenues sont optimales.

### 8.4. Test d'auto corrélation

On applique le test d'auto corrélation pour savoir si les erreurs ne sont pas auto-corrélées.

**Tableau n°18** : Résultats du test d'autocorrélation

<b>Breusch-Godfrey Serial Correlation LMTest</b>			
<b>F-statistic</b>	<b>0,751192</b>	<b>ProbF(2,22)</b>	<b>0,4835</b>
<b>Ops*R-carré</b>	<b>1,853817</b>	<b>Prob. Chi-Square(2)</b>	<b>0,3958</b>

Source : établi par nos soins à partir d'Eviews10

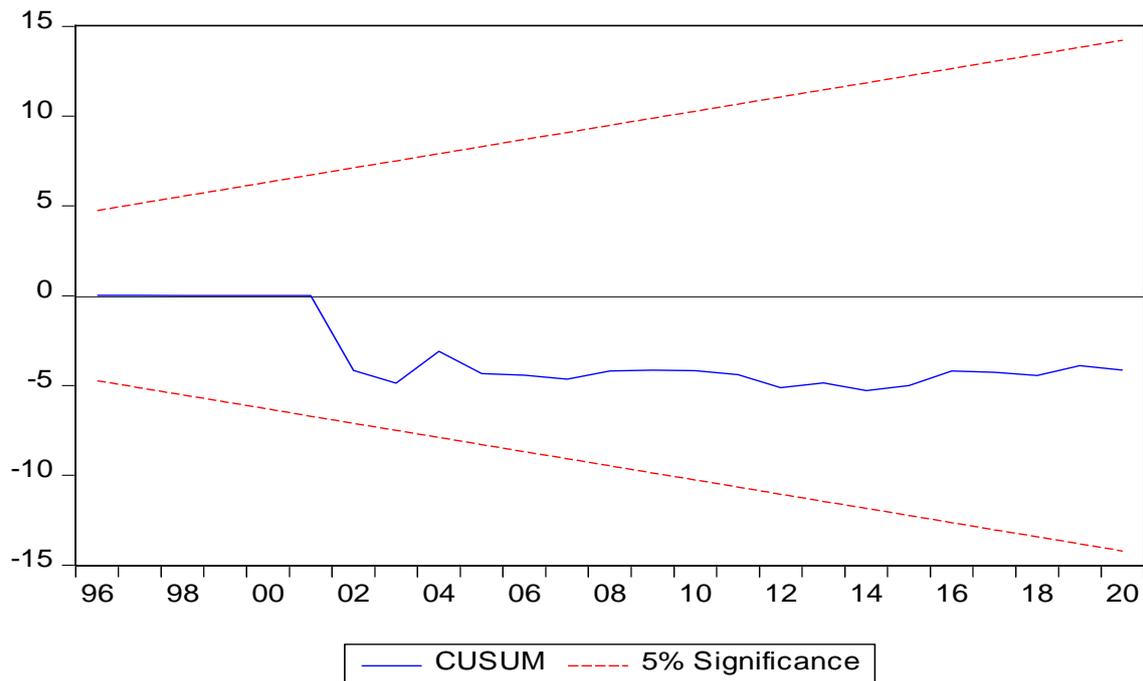
La probabilité associée à la F-statistique est supérieure à 0,05. Par conséquent, nous acceptons l'hypothèse qu'il y'a l'absence d'autocorrélation des erreurs.

### 8.5. Test de stabilité

Afin de se prononcer sur une éventuelle stabilité des coefficients estimés, le test de CUSUMSQ sera exécuté. Ce test est fondé sur la somme cumulée du carré des résidus récurrents. La valeur de la statistique doit alors évoluer, sous l'hypothèse nulle de stabilité de la relation de long terme, entre deux droites représentant les bornes de l'intervalle.

## Chapitre III : Etude empirique de l'impact des PME sur le développement économique en Algérie

Figure n°12 : Résultats du test de stabilité des coefficients

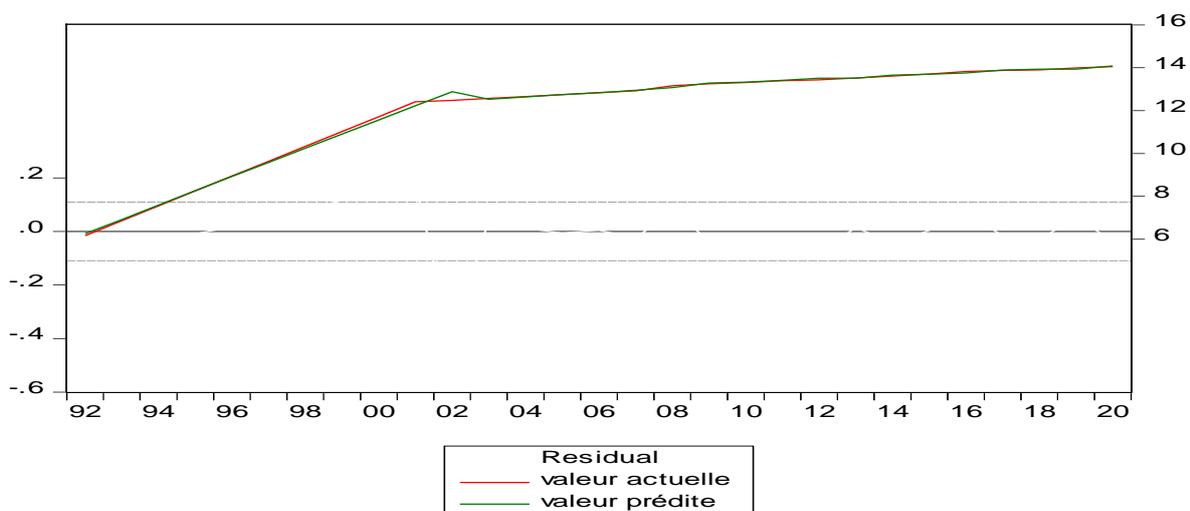


Source : établi par nos soins à partir d'Eviews10

Sur la base des résultats du test CUSUM SQ, nous pouvons dire que le modèle estimé est stable durant la période d'étude.

### 8.6. Test de robustesse du modèle ARDL

Figure n°13 : Valeur actuelle et prédite de la croissance économique mesurée par le PIBHH pour l'Algérie



Source : établi par nos soins à partir d'Eviews10

## Chapitre III : Etude empirique de l'impact des PME sur le développement économique en Algérie

La Figure n°13 ci-dessus confirme la robustesse du modèle ARDL estimé, puisque les valeurs actuelles et prédites de LOG(NOMBR\_PME) sont étroitement liées. Ainsi, la fiabilité des facteurs structurels expliqués par la régression n'est pas remise en question.

### 3.2.8.7 Test de causalité

Le test de causalité de Granger revient à examiner si la valeur contemporaine de Y est liée significativement aux valeurs et des valeurs retardées de X que l'on considère comme la variable causale.

**Tableau n°14 : Résultats du test de causalité au sens de Granger**

Variable	Hypothèse nulle	F-stat	Prop	Conclusions
DLOGV_AJOUTÉE ET DLOGPIB	DLOGV_AJOUTÉE ne cause pas au sens de Granger DLOGPIB	2,71118	0,0877	DLOGV_AJOUTÉE ne cause pas au sens de Granger DLOGPIB
	DLOG PIB ne cause pas au sens de Granger DLOGV_AJOUTÉE	1,65098	0,2138	DLOGPIB ne cause pas de Granger DLOGV_AJOUTÉE
DLOGX_H_HYDRO ET DLOGPIB	DLOG X_H_HYDRO ne cause pas au sens de Granger DLOGPIB	1,59427	0,2247	DLOGX_X_HYDRO ne cause pas au sens de Granger DLOGPIB
	DLOGPIB ne cause pas au sens de Granger DLOGX_X_HYDRO	0,48826	0,6199	DLOGPIB ne cause pas au sens de Granger DLOGX_X_HYDRO
DLOGNOMBR_PME ET DLOGPIB	DLOGNOMBR_PME ne cause pas au sens de Granger DLOGPIB	2,48631	0,1053	DLOGNOMBR_PME ne cause pas au sens de Granger DLOGPIB
	DLOGPIB ne cause pas au sens de Granger DLOGNOBR_PME	1,50504	0,2431	DLOGPIB ne cause pas sens au sens de Granger DLOGNOMBR_PME

### Chapitre III : Etude empirique de l'impact des PME sur le développement économique en Algérie

DLOGNOBR_EMPLOI ET DLOGPIB	DLOGNOBR_EMPLOI ne cause pas au sens de Granger DLOGPIB	1,99897	0,1583	DLOGNOMBR_EMPLOI ne cause pas au sens de Granger DLOGPIB
	DLOGPIB ne cause pas au sens de Granger DLOGNOMBR_EMPLOI	0,99079	0,3866	DLOGPIB ne cause pas au sens de granger DLOGNOMBR_EMPLOI
DLOGX_H_HYDRO ET DLOG V_AJOUTÉE	DLOGX_X_HYDRO ne cause pas au sens de Granger DLOGV_AJOUTÉE	0,86169	0,4356	LOGX_X_HYDRO ne cause pas au sens de Granger DLOGV_AJOUTÉE
	DLOGV_AJOUTÉE ne cause pas au sens de Granger DLOGX_X_HYDRO	1,85550	1,790	DLOGV_AJOUTÉE ne cause pas au sens de Granger DLOGX_X_HYDRO
DLOGNOMBR_PME ET DLOGV_AJOUTÉE	DLOGNOMBR_PME ne cause pas au sens de Granger LOGV_AJOUTÉE	0,36633	0,6972	DLOGV_AJOUTÉE ne cause pas au sens de Granger DLOGNOMBR_PME
	DLOGV_AJOUTÉE ne cause pas au sens de Granger DLOGNOMBR_PME	1,82486	0,1838	DLOGV_AJOUTÉE ne cause pas au sens de Granger DLOGNOMBR_PME
DLOGNOMBR_EMPLOI ET DLOG V_AJOUTER	DLOGNOMBR_EMPLOI ne cause pas au sens de Granger DLOGV_AJOUTÉE	0,93673	0,4064	DLOGNOMBR_EMPLOI ne cause pas au sens de Granger DLOGV_AJOUTÉE
	DLOGV_AJOUTÉE ne cause pas au sens de Granger DLOGNOMBR_EMPLOI	1,67026	0,2102	DLOGV_AJOUTÉE ne cause pas au sens de Granger DLOGNOMBR_EMPLOI
DLOGNOMBR_PME ET DLOGX_H_HYDRO	DLOGNOMBR_PME ne cause pas au sens de	13,4298	0,0001	DLOGNOMBR_PME cause au sens de Granger

### Chapitre III : Etude empirique de l'impact des PME sur le développement économique en Algérie

	Granger DLOGX_H_HYDRO			DLOGX_H_HYDRO (relation unidirectionnelle)
	DLOGX_H_HYDRO ne cause pas au sens de Granger DLOGNOMBR_PME	0,04017	0,9607	DLOGX_H_HYDRO ne cause pas au sens de Granger DLOGNOMBR_PME
DLOGNOMBR_EMPLOI ET DLOGX_H_HYDRO	DLOGNOMBR_EMPLOI ne cause pas au sens de Granger DLOGX_H_HYDRO	5,97853	0,0081	DLOGNOMBR_EMPLOI cause au sens de Granger DLOGX_H_HYDRO (relation unidirectionnelle)
	DLOGX_H_HYDRO ne cause pas au sens de Granger DLOGNOMBR_EMPLOI	0,03951	0,9613	DLOGX_H_HYDRO ne cause pas au sens de Granger DLOGNOMBR_EMPLOI
DLOGNOMBR_EMPLOI ET DLOGNOMBR_PME	DLOGNOMBR_EMPLOI ne cause pas au sens de Granger DLOGNOMBR_PME	0,15841	0,8544	DLOGNOMBR_EMPLOI ne cause pas au sens de Granger DLOGNOMBR_PME
	DLOGNOMBR_PME ne cause pas au sens de Granger DLOGNOMBR_EMPLOI	18,2065	2E-05	DLOGNOMBR_PME ne cause pas au sens de Granger DLOGNOMBR_EMPLOI

Source : Établi par nos soins à partir d'Eviews10

Les résultats du test de causalité montrant que les variables explicatives sélectionnées pour l'étude empirique à savoir l'exportation hors hydrocarbure (LOGX\_H\_HYDRO) à un effet significatif au sens de granger sur la variable dépendante (LOGNOMBR\_PME), le nombre total des PME au seuil de 5%.

## **Chapitre III : Etude empirique de l'impact des PME sur le développement économique en Algérie**

---

### **Conclusion**

Dans notre étude empirique, qui a pour objet d'analyser la relation existante entre la promotion des PME en Algérie la croissance économique en général. On a procédé à de nombreux tests notamment l'estimation d'un processus ARDL. De ce fait, notre analyse a débuté par l'étude des choix de variable et l'étude graphique de chaque série, nous avons également utilisé le test de la racine unitaire (ADF) qui a démontré que les variables sont stationnaires soit en niveau  $I(0)$  ou après la première différenciation  $I(1)$ . Cela pour pouvoir estimer un modèle ARDL, passant par le test du Bounds-test. D'après les résultats, nous avons constaté que le coefficient de détermination  $R^2$  est élevé, et il est de l'ordre de 99,80%. Ceci nous pousse à dire que le différentiel d'équilibre est expliqué à 99,80% par les variables du modèle et le modèle est globalement bon. Le test de CUSUM SQ basé sur les résidus récurrents révèle que le modèle est relativement stable au cours du temps. De plus, les résultats d'estimation de la relation de court et long terme ont révélé qu'il existe une relation positive entre la variable dépendante le nombre total des PME(NOMBR\_PME) et les variables indépendantes de la valeur ajoutée (V\_AJOUTÉE) et les exportations hors hydrocarbure (X\_H\_HYDRO).

# **Conclusion générale**

### Conclusion générale

L'apport de la PME dans l'économie nationale est en progression malgré des nombreux obstacles rencontrés, et parcours truffé de problèmes et handicaps qui ont poussé à l'étendue de secteur informel.

Cet apport réside dans la création d'autres richesses et surtout dans la création de nouveaux d'emploi, car comme on savait l'objectif primordial assigné à la PME est la résorption de chômage.

Notre réflexion dans le cadre du présent travail s'articule autour des liens de causalité entre l'impact et de la promotion des PME en Algérie la et croissance économique en générale. À l'évidence, ces liens diffèrent d'un pays à l'autre pour diverses raisons dont nous citons d'une manière aléatoire quelques-unes : le niveau de développement, la nature du système économique, l'impact financière, effet exportation hors hydro carbure sur les nombre des PME le ...etc. Tous ses facteurs agissent activement d'une manière séparée et/ou simultanée, et pèsent d'une manière déterminante sur l'impact de l'allocation financière sur la promotion de la PME.

Dans le sillage de ce vaste sujet, nous nous sommes intéressés particulièrement au cas de l'Algérie. Pays dit en voie de développement, évoluant depuis les années 1990 dans une aisance financière sans précédent, grâce aux entrées de devises en provenance de l'exportation presque exclusive des hors hydrocarbures et, en « transition » vers l'économie du marché depuis le début des années 1990.

Notre problématique du départ est donc, de découvrir dans quelle mesure des allocations financier conduite par les gouvernements successifs de ces dernières années a-t-elle impactée la sur la promotion de PME. De ce fait, nous avons examiné cette question en utilisant des données réelles annuelles couvrant la période 1990-2020.

Cette démarche, axée sur la pratique, a nécessité paradoxalement un travail assez considérable sur le plan théorique. Dans le premier chapitre, on exposera la revue de la littérature théorique et empirique relative à notre problématique. Dans le second, on présentera notre réflexion sur l'évolution des PME et sur le développement en Algérie et présentation des données ainsi que la méthodologie d'estimation utilisées. Le quatrième et le dernier chapitre est consacré à la vérification empirique des relations existantes entre quelques instrument de l'impact des allocation financières sur la promotion des PME Algérie, durant la période [1990-2020]. Enfin, nous terminerons les résultats essentiels de notre travail, les recommandations ainsi que les perspectives de recherche.

Enfin, dans le but d'éclaircir notre sujet d'étude, nous avons construit un modèle économétrique dont l'objectif est d'évaluer l'impact de l'allocation financière sur la promotion de la PME en Algérie politique monétaire sur la croissance économique en Algérie par le biais d'une modélisation vectorielle (ARDL). Nous avons émis un certain nombre d'hypothèses que nous avons tenté de vérifier à travers un modèle économétrique dont nous allons présenter les résultats ci-après.

D'après l'analyse de la relation existante entre la promotion des PME en Algérie. On a procédé à de nombreux tests notamment l'estimation d'un processus ARDL. De ce fait, notre analyse a débuté par l'étude des choix de variable et l'étude graphique de chaque série, nous avons également utilisé le test de la racine unitaire (ADF) qui a démontré que les variables sont stationnaires soit en niveau  $I(0)$  ou après la première différenciation  $I(1)$ . Cela pour pouvoir estimer un modèle ARDL, passant par le test du Bounds-test. D'après les résultats, nous avons constaté que le coefficient de détermination  $R^2$  est élevé, et il est de l'ordre de 99,80%. Ceci nous pousse à dire que le différentiel d'équilibre est expliqué à 99,80% par les variables du modèle et le modèle est globalement bon. Le test de CUSUM SQ basé sur les résidus récurrents révèle que le modèle est relativement stable au cours du temps. De plus, les résultats d'estimation de la relation de court et long terme ont révélé qu'il existe une relation positive entre la variable dépendante le nombre total des PME (NOMBR\_PME) et les variables indépendantes la valeur ajoutée (V\_AJOUTER) et les exportations hors hydrocarbure (X\_H\_HYDRO).

# *Bibliographie*

# Bibliographie

## Ouvrage :

Collection LAZARY, « *Economie de l'entreprise* », imprimerie ES-SALEM, Cheraga, 2001, p.10.

FERRIER.O, PIATECKI.C, « *Les très petites entreprises* », édition DE BOECK, Paris, 2002, p.25.

JEAN-PIERRE LORRIAUX, « *Economie d'entreprise* », Edition Dunod, Paris, 1991, p.33.

JULIEN J et M.MARCHESNAY, « *La petite entreprise* », édition Vuibert gestion, Paris, 1998, p70.

KMUPS.A.M et WITERWELGHE.R, « *Le problème des PME en Belgique. Evolution et perspectives régionales : de PME créent-elles des emplois ?* », Sous-direction Xavier greffe, 1984, Economica, Paris, p150.

MAHE DE BOISLANDELLE.H, « *Gestion des ressources humaines dans les PME* », édition Economica, Paris 1988, pp.89-106.

WITTERWULGHE. R ET FR. JANSSEN, « *La PME. Une entreprise humaine*», édition De Boeck, BRUXELLES, 1998, P.14.

MERZOUK. F. (2009). PME et compétitivité en Algérie, la revue de l'économie et de management, n° 09 : les PMEMAGHR2BINES / facteur d'intégration régionale, p 01

ST-PIERRE, J. et MATIEU.M, « *L'innovation de produit chez les PME manufacturière : Organisation, facteur de succès et de performance* », rapport de recherche, ministère des finances, de l'économie et de la recherche, trois rivières, 2003, P.58.

## Articles :

Assemblée Régionale et Locale Euro-méditerranéenne, « *Rapport sur le rôle des petites et moyennes entreprises en Méditerranée* », Troisième session plénière Bari, 30 janvier 2012, p- p 1 -3.

L'intervention de MARCHESNAY au 5<sup>ème</sup> Congrès International Francophone. PME, Lille, Octobre 2000.MEBAREK. A. « *Financement de la PME et la croissance* », p 02.

MERZOUK. F : « *PME et compétitivité en Algérie* », in revue Economie et Management, N° 09, Oct. 2009, Tlemcen.

NEMIRI-YACI.F (2008) « *L'État malgré tout ? Acteurs publics et développement* », In les cahiers de l'association tiers monde, 32<sup>ème</sup> journées sur le développement, facultés Universitaires Catholiques de Mons Belgique.

**Thèses et mémoires :**

BOULKEMIR Halima, « le rôle des PME dans le développement local : cas des PME de la zone industrielle Ihedadden de la wilaya de Bejaia (2000-2010)» ; mémoire de master 2 METE, P 49-51.

**Manuels et rapports :**

CNES (2000)

Rapport de l'OCDE, Février 2007.

**Site internet :**

[Http://www.pme-dz.org](http://www.pme-dz.org).

*Liste des figures et  
tableaux*

# Liste des figures

<b>Figure n°01</b> : Perception de la PME dans le monde.....	05
<b>Figure n°02</b> : Evolution de la population des PME en Algérie (2014-2020) .....	22
<b>Figure n°03</b> : La répartition spatiale des PME par région .....	24
<b>Figure n°04</b> : L'évolution des emplois déclarés par type de PME .....	30
<b>Figure n°05</b> : Évolution de PIB pour la période 2015-2020 .....	31
<b>Figure n°06</b> : Évolution de la valeur ajoutée de la période 2014-2020 .....	33
<b>Figure n°07</b> : Taux de chômage 2012-2020 .....	34
<b>Figure n°08</b> : Contributions des PME aux exportations en Algérie (2003-2020) .....	35
<b>Figure n°09</b> : Evolution graphique des variables .....	42
<b>Figure n°10</b> : Le graphique du critère d'information Schwarz (SIC) .....	43
<b>Figure n°11</b> : Résultats du test de normalité des résidus .....	50
<b>Figure n°12</b> : Résultats du test de stabilité des coefficients .....	52
<b>Figure n°13</b> : Valeur actuelle et prédite de la croissance économique mesurée par le PIBHH pour l'Algérie .....	52

# Liste des tableaux

<b>Tableau n°01</b> : Définition des PME aux USA .....	6
<b>Tableau n°02</b> : Evolution de la population globale des PME en Algérie (2012-2020) .....	22
<b>Tableau n°03</b> : Répartition des PME par secteur d'activité (1er semestre 2020) .....	23
<b>Tableau n°04</b> : Concentration des PME privées (personnes morales) par région .....	23
<b>Tableau n°05</b> : Evolution de la population globale des PME (S1/2019 et S1/2020) .....	24
<b>Tableau n°06</b> : Evolution des PME par secteur d'activité (S1 2019/ S1 2020) .....	25
<b>Tableau n°07</b> : évolution des emplois déclarés par type de PME .....	30
<b>Tableau n°08</b> : Évolution de PIB pour la période 2015-2020 .....	31
<b>Tableau n°09</b> : Évolution de la valeur ajoutée de la période 2014-2020 .....	32
<b>Tableau n°10</b> : Taux de chômage en Algérie de 2012 à 2020 .....	33
<b>Tableau n°11</b> : Contribution des PME aux exportations (million dedollars) .....	34
<b>Tableau n°12</b> : Résultat du test de racine unitaire appliqué sur les variables étudiées .....	44
<b>Tableau n°13</b> : Résultats d'estimation .....	45
<b>Tableau n°14</b> : Résultats du test de Co-intégration de Pesaran et al. (2001) .....	47
<b>Tableau n°15</b> : L'estimation de la relation de court terme (dynamique de court terme) .....	48
<b>Tableau n°16</b> : Estimation de la relation de long terme .....	48
<b>Tableau n°17</b> : Résultats du test d'hétéroscédasticité .....	50
<b>Tableau n°18</b> : Résultats du test d'autocorrélation .....	50
<b>Tableau n°19</b> : Résultats du test de causalité au sens de Granger .....	53

# *Table des matières*

## Dédicaces

## Remerciement

## Liste des abréviations

## Sommaire

<b>Introduction générale</b> .....	<b>01</b>
<b>Chapitre I : Généralité sur les PME</b> .....	<b>03</b>
Introduction .....	03
<b>Section 01 : Définition et concept de la PME</b> .....	<b>03</b>
1. La problématique de définition de la PME .....	03
1.1. L'hétérogénéité du monde de la PME .....	03
1.1.1. Au niveau du statut juridique .....	03
1.1.2. Au niveau des secteurs d'activité .....	04
1.1.3. Au niveau du marché .....	04
1.2. Les PME sont perçues différemment dans le monde .....	04
2. Les raisons d'une définition .....	05
2.1. Définitions proposées par les pays développés .....	05
2.1.1. Définition des USA .....	05
2.1.2. Définition des PME en République Fédérale d'Allemagne .....	06
2.1.3. Définition de l'Union Européenne .....	06
2.1.4. Définition de la PME dans des pays en voie de développement .....	06
2.1.5. Définition Algérienne de la PME .....	07
<b>Section 02 : Caractéristiques, classification et rôle des PME</b> .....	<b>07</b>
1. Les caractéristiques des PME .....	07
1.1. Les caractéristiques organisationnelles des PME .....	07
1.1.1. La structure organisationnelle des PME .....	07
1.1.2. La structure simple .....	08
1.1.3. La structure mécaniste .....	08
1.1.4. La structure d'expertise .....	08
1.1.5. La structure par chantier .....	08

1.1.6. La structure par projet .....	08
1.2. Un processus de décision peu formalisé .....	08
1.3. Un système d'information et communication peu organisé .....	08
1.3.1. Au niveau interne .....	08
1.3.2. Au niveau externe .....	09
1.4. La centralisation de la gestion .....	09
1.4.1. L'entrepreneur PIC « pérennité-indépendance-croissance » .....	09
1.4.2. L'entrepreneur CAP « croissance-autonomie-pérennité » .....	09
1.5. Faibles spécialisations du travail .....	10
1.6. Un environnement très influent .....	10
1.6.1. Le degré de vulnérabilité .....	10
1.6.2. Le degré de dépendance .....	10
1.7. S'afficher unique et se différencier .....	10
1.8. Le marché de la PME .....	10
1.9. L'indépendance de l'Entreprise .....	10
2. Classification des PME .....	11
2.1. Classification en fonction du caractère juridique .....	11
2.1.1. Les entreprises privées .....	11
2.1.1.1. Les Entreprises individuelle .....	11
2.1.1.2. La Société au Nom Collectif (SNC) .....	11
2.1.1.3. La Société à Responsabilité Limitée (SARL) .....	11
2.1.1.4. L'Entreprise Unipersonnelle à Responsabilité Limitée (EURL) .....	11
2.1.2. Les entreprises publiques .....	11
2.1.2.1. Les régies .....	12
2.1.2.2. Les établissements publics .....	12
2.1.2.3. Les sociétés nationales .....	12
2.1.2.4. Les sociétés d'économie mixte .....	12
2.1.3. Les entreprises coopératives .....	12
2.2. Classification de la PME par type d'activité .....	12
2.2.1. La répartition classique .....	12

2.2.2. Le secteur primaire .....	12
2.2.3. Le secteur secondaire .....	13
2.2.4. Le secteur tertiaire .....	13
2.3. Classification en fonction du regroupement moderne des activités .....	13
2.4. Classification selon la qualité du secteur d'activité .....	13
3. Rôle des PME dans l'économie .....	13
3.1. Le rôle des PME dans la création d'emploi .....	14
3.2. Le rôle des PME dans l'économie national .....	14
3.3. La PME et L'innovation .....	14
3.4. La PME et la création de la valeur ajoutée (VA) .....	14
<b>Section 03 : Les sources de financement des PME .....</b>	<b>15</b>
1. Les sources de financement interne .....	15
1.1. L'autofinancement .....	15
1.2. Le capital social .....	15
2. Les sources de financement externes .....	16
2.1. Les emprunts .....	16
2.1.1. Les emprunts à court terme .....	16
2.1.2. Les emprunts à long terme .....	16
2.2. Le financement par crédits bancaires .....	16
2.2.1. Définition du crédit .....	16
2.2.1.1. Le crédit bancaire .....	16
2.2.1.2. Les marchés des capitaux .....	18
Conclusion .....	19
<b>Chapitre II : L'évolution des PME sur le développement en Algérie .....</b>	<b>20</b>
<b>Introduction .....</b>	<b>20</b>
<b>Section 01 : Les PME et le développement en Algérie .....</b>	<b>20</b>
1. L'évolution des PME en Algérie .....	20
1.1. La période 1962-1982 .....	20

1.2. La période 1982-1989 .....	21
1.3. À partir de 1989 .....	21
2. Evolution et répartition des PME en Algérie .....	21
2.1. Evolution de la population globale des PME en Algérie durant la période 2012-2020 .....	21
2.2. Répartition des PME par secteur d'activité (1er semestre 2020) .....	23
2.3. La répartition des PME privées par région .....	23
2.4. Evolution de la population globale des PME .....	24
2.5. Evolution des PME (tout secteur confondu) par secteur d'activité .....	25
3. L'impact des PME sur le développement en Algérie .....	25
3.1. Impact socioéconomique .....	25
3.1.1. Les impacts économiques.....	25
3.1.2. Impacts sociaux .....	26
3.2. Impacts environnementaux .....	26
4. Perspectives de développement des PME en Algérie .....	26
<b>Section 02 : l'impact de la création des PME sur le développement en Algérie .....</b>	<b>29</b>
1. La place et le rôle des PME dans le développement de l'économie nationale selon les indicateurs macroéconomie .....	29
1.1. La contribution des PME au développement économique .....	29
1.2. La contribution des PME dans l'emploi .....	29
1.3. Contribution des PME au PIB .....	31
1.4. Contribution des PME à la valeur ajoutée .....	32
2. Contribution de quelques dispositifs d'aide à la création des PME à la lutte contre le chômage .....	33
3. Contribution des PME aux exportations .....	34
<b>Section 03 : les enjeux au développement des PME algériennes .....</b>	<b>35</b>
1. Les enjeux au développement des PME algériennes .....	35
Conclusion.....	37

**Chapitre III : Etude empirique de l'impact des PME sur le développement économique en Algérie .....38**

**Introduction .....38**

**Section 01 : L'approche théorique de modèle .....38**

1. L'approché théorique du modelé ARDL .....38

1.1. La présentation du modèle ARDL .....38

1.2. La méthodologie du modèle ARDL .....39

1.2.1. Sélectionner le nombre de retard optimal .....39

1.2.2. Test de la stationnarité des séries temporelles .....40

1.2.3. Test de cointégration (bounds-test) .....40

1.2.4. Test de normalité .....41

**Section 02 : Estimation économétrique .....41**

1. Le choix des variables étudiées .....41

1.1. Nombre totale des petites et moyennes entreprises .....41

1.2. Produit Intérieur Brute .....41

1.3. Nombre totale d'emploi .....41

1.4. La valeur ajoutée .....41

1.5. L'exportation hors hydrocarbure .....42

2. Analyse graphique des séries .....42

3. Détermination de nombre de retard .....43

4. Test de racine unitaire .....43

5. Estimation du modèle ARDL (3.2.3.3.3) .....45

6. Test de Co-integration (Bounds test) .....47

7. L'estimation de la relation à long terme selon le modèle ARDL .....48

8. Validation du modèle .....49

8.1. Tests sur les résidus .....49

8.2. Test de normalité des résidus .....49

8.3. Test d'hétéroscédasticité .....50

8.4. Test d'auto corrélation .....51

8.5. Test de stabilité .....51

8.6. Test de robustesse du modèle ARDL .....52

8.7. Test de causalité .....	53
Conclusion .....	58

<b>Conclusion générale .....</b>	<b>59</b>
----------------------------------	-----------

**Annexes**

**Bibliographie**

**Liste des figures**

**Liste des tableaux**

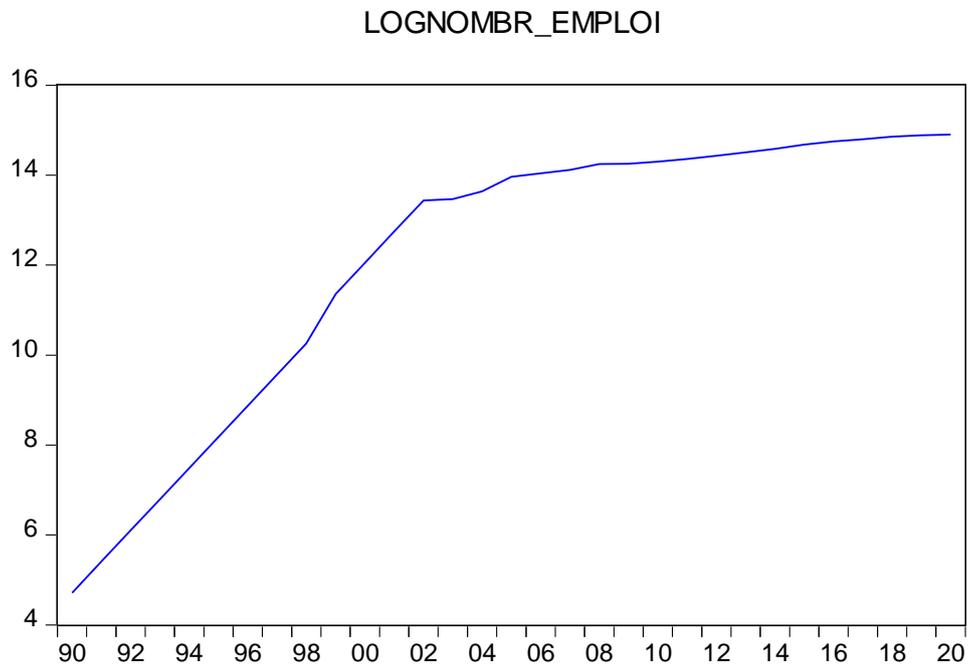
**Table des matières**

# *Annexes*

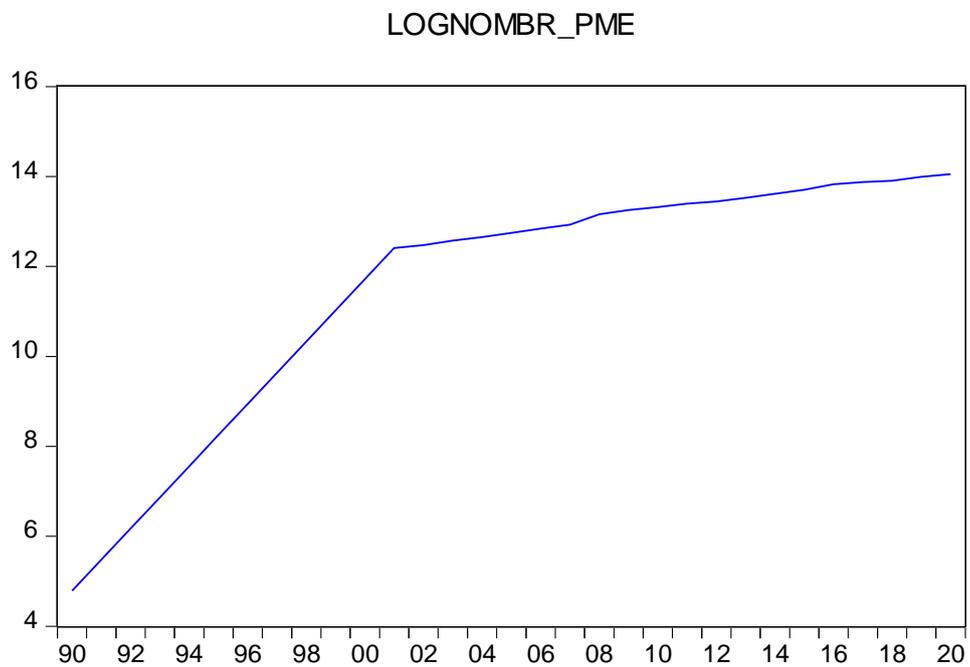
## Annexe

### Les graphes en niveau

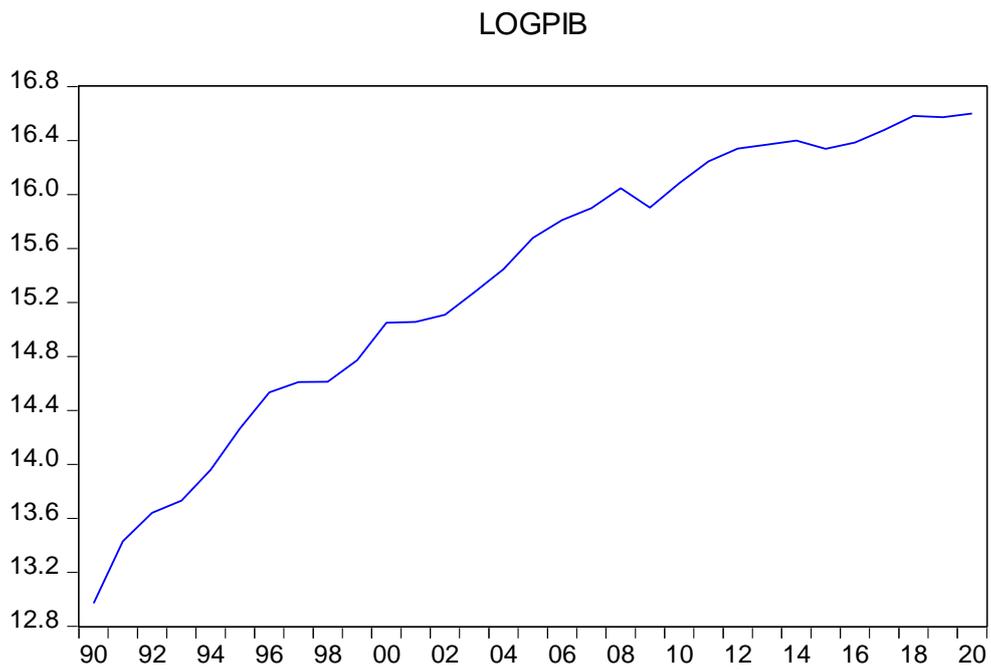
#### La série LOGNOMBR\_EMPLOI



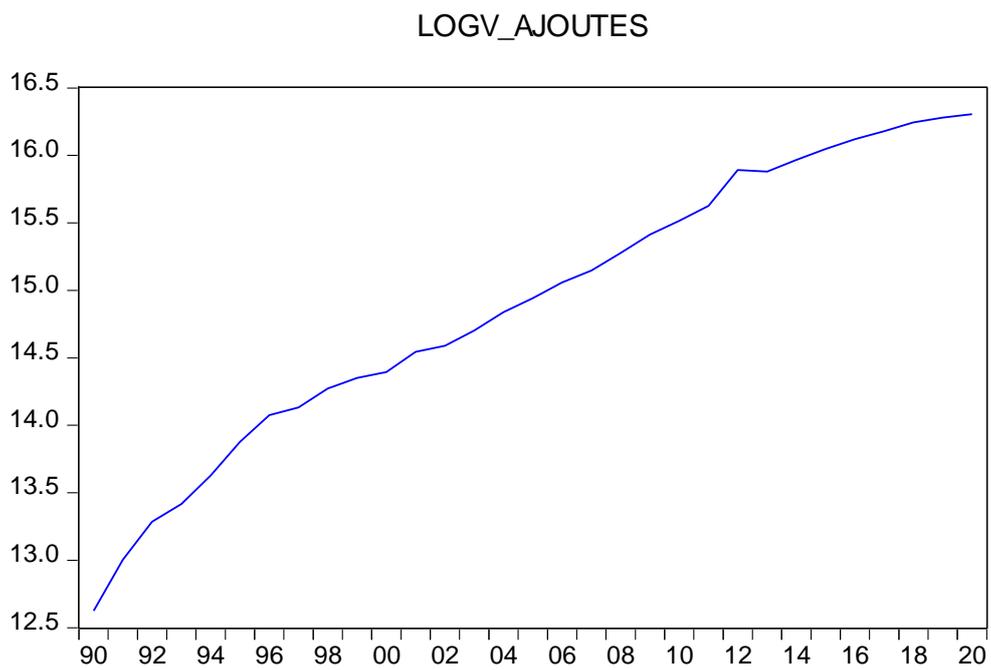
#### La série LOGNOMBR\_PME



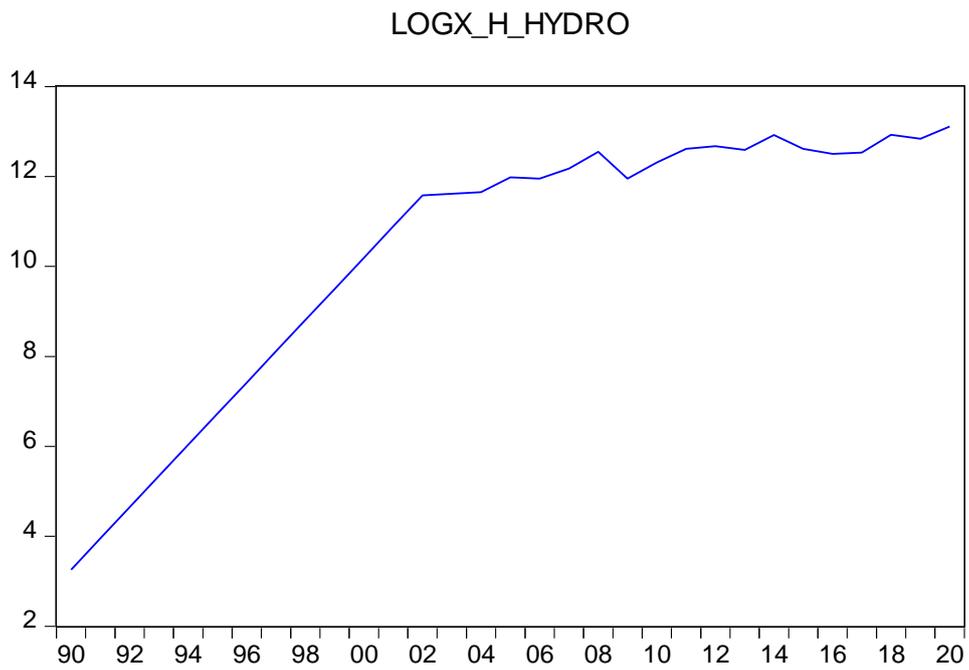
### La série LOGPIB



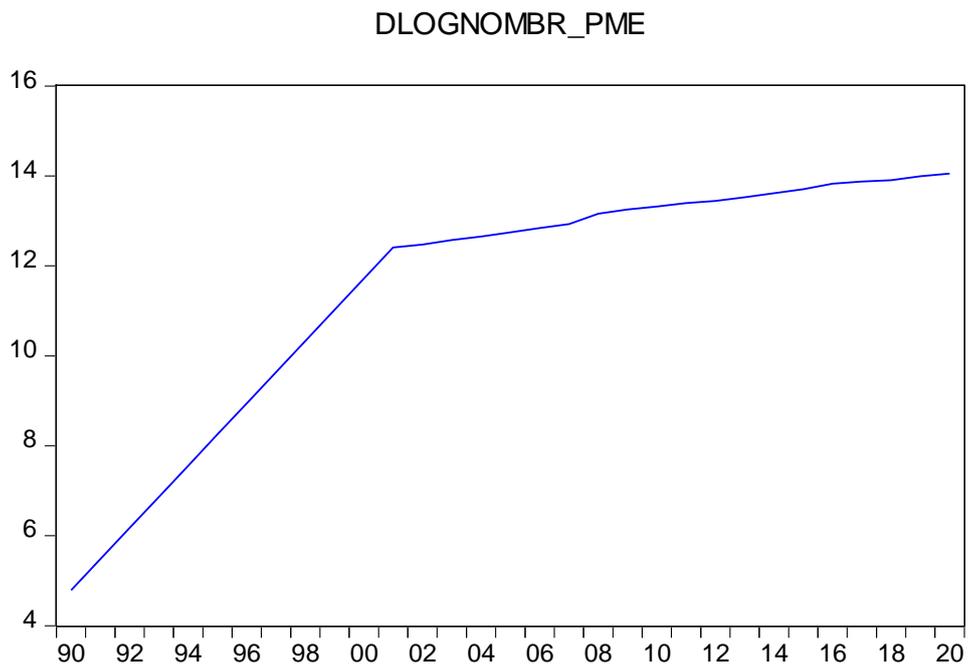
### La série LOGV\_AJOUTER



### La série LOGX\_H\_HYDRO



### Les graphes en première différence



## Les corrélogramme en niveau

### La série LOGNOMBR\_EMPLOI

Date: 06/05/22 Time: 19:48  
 Sample: 1990 2020  
 Included observations: 31

Autocorrelation	Partial Correlation	AC	PAC	Q-Stat	Prob	
		1	0.891	0.891	27.100	0.000
		2	0.780	-0.069	48.586	0.000
		3	0.668	-0.068	64.898	0.000
		4	0.556	-0.068	76.599	0.000
		5	0.445	-0.062	84.400	0.000
		6	0.338	-0.060	89.079	0.000
		7	0.236	-0.057	91.448	0.000
		8	0.140	-0.053	92.313	0.000
		9	0.051	-0.048	92.434	0.000
		10	-0.018	0.009	92.450	0.000
		11	-0.076	-0.023	92.749	0.000
		12	-0.122	-0.013	93.552	0.000
		13	-0.154	-0.003	94.907	0.000
		14	-0.188	-0.068	97.026	0.000
		15	-0.219	-0.054	100.09	0.000
		16	-0.244	-0.033	104.14	0.000

### La série LOGNOMBR\_PME

Date: 06/05/22 Time: 19:52  
 Sample: 1990 2020  
 Included observations: 31

Autocorrelation	Partial Correlation	AC	PAC	Q-Stat	Prob	
		1	0.880	0.880	26.422	0.000
		2	0.760	-0.067	46.782	0.000
		3	0.640	-0.063	61.767	0.000
		4	0.524	-0.062	72.157	0.000
		5	0.411	-0.057	78.814	0.000
		6	0.306	-0.048	82.646	0.000
		7	0.209	-0.043	84.511	0.000
		8	0.122	-0.036	85.176	0.000
		9	0.047	-0.028	85.279	0.000
		10	-0.015	-0.018	85.290	0.000
		11	-0.062	-0.002	85.489	0.000
		12	-0.092	0.013	85.949	0.000
		13	-0.123	-0.055	86.809	0.000
		14	-0.151	-0.044	88.189	0.000
		15	-0.180	-0.052	90.258	0.000
		16	-0.208	-0.051	93.208	0.000

## La série LOGPIB

Date: 06/05/22 Time: 19:53

Sample: 1990 2020

Included observations: 31

Autocorrelation	Partial Correlation	AC	PAC	Q-Stat	Prob	
		1	0.881	0.881	26.467	0.000
		2	0.781	0.020	47.964	0.000
		3	0.684	-0.034	65.063	0.000
		4	0.585	-0.065	78.043	0.000
		5	0.492	-0.038	87.569	0.000
		6	0.409	-0.014	94.414	0.000
		7	0.333	-0.023	99.130	0.000
		8	0.255	-0.061	102.01	0.000
		9	0.166	-0.109	103.30	0.000
		10	0.084	-0.056	103.64	0.000
		11	0.019	0.011	103.66	0.000
		12	-0.047	-0.061	103.78	0.000
		13	-0.124	-0.122	104.66	0.000
		14	-0.192	-0.057	106.87	0.000
		15	-0.251	-0.044	110.90	0.000
		16	-0.295	0.002	116.82	0.000

## La série LOGV\_AJOUTER

Date: 06/15/22 Time: 14:38

Sample: 1990 2020

Included observations: 31

Autocorrelation	Partial Correlation	AC	PAC	Q-Stat	Prob	
		1	0.883	0.883	26.592	0.000
		2	0.778	-0.006	47.968	0.000
		3	0.681	-0.021	64.936	0.000
		4	0.583	-0.062	77.807	0.000
		5	0.489	-0.042	87.197	0.000
		6	0.404	-0.018	93.871	0.000
		7	0.327	-0.021	98.425	0.000
		8	0.248	-0.062	101.16	0.000
		9	0.170	-0.061	102.50	0.000
		10	0.100	-0.029	102.98	0.000
		11	0.029	-0.063	103.03	0.000
		12	-0.035	-0.037	103.09	0.000
		13	-0.098	-0.062	103.64	0.000
		14	-0.155	-0.047	105.09	0.000
		15	-0.207	-0.045	107.83	0.000
		16	-0.253	-0.044	112.21	0.000

## La série LOGX\_H\_HYDRO

Date: 06/05/22 Time: 19:58  
 Sample: 1990 2020  
 Included observations: 31

	Autocorrelation	Partial Correlation	AC	PAC	Q-Stat	Prob
1			0.884	0.884	26.649	0.000
2			0.771	-0.050	47.600	0.000
3			0.657	-0.067	63.356	0.000
4			0.547	-0.050	74.688	0.000
5			0.440	-0.058	82.296	0.000
6			0.337	-0.054	86.943	0.000
7			0.234	-0.076	89.283	0.000
8			0.142	-0.033	90.183	0.000
9			0.058	-0.043	90.341	0.000
10			-0.015	-0.032	90.352	0.000
11			-0.075	-0.014	90.637	0.000
12			-0.117	0.009	91.373	0.000
13			-0.151	-0.025	92.673	0.000
14			-0.184	-0.053	94.708	0.000
15			-0.216	-0.056	97.681	0.000
16			-0.241	-0.033	101.64	0.000

## Les corrélogramme en première différence

## La série LOGNOMBR\_EMP

Date: 06/05/22 Time: 20:01  
 Sample: 1990 2020  
 Included observations: 29

	Autocorrelation	Partial Correlation	AC	PAC	Q-Stat	Prob
1			-0.134	-0.134	0.5724	0.449
2			-0.031	-0.049	0.6038	0.739
3			-0.018	-0.029	0.6145	0.893
4			-0.089	-0.099	0.8981	0.925
5			0.012	-0.017	0.9035	0.970
6			-0.252	-0.270	3.3933	0.758
7			0.144	0.069	4.2430	0.751
8			0.051	0.045	4.3559	0.824
9			-0.104	-0.110	4.8449	0.848
10			0.002	-0.069	4.8451	0.901
11			-0.042	-0.052	4.9352	0.934
12			-0.031	-0.120	4.9859	0.958

## Les tests ADF en niveau

## La série LOGNOMBR\_EMPLOI

### Modèle(3)

Null Hypothesis: LOGNOMBR\_EMPLOI has a unit root  
Exogenous: Constant, Linear Trend  
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.341659	0.8573
Test critical values:		
1% level	-4.296729	
5% level	-3.568379	
10% level	-3.218382	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation  
Dependent Variable: D(LOGNOMBR\_EMPLOI)  
Method: Least Squares  
Date: 06/05/22 Time: 17:55  
Sample (adjusted): 1991 2020  
Included observations: 30 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOGNOMBR_EMPLOI(-1)	-0.032386	0.024138	-1.341659	0.1909
C	1.055050	0.177853	5.932163	0.0000
@TREND("1990")	-0.021017	0.008987	-2.338568	0.0270
R-squared	0.725037	Mean dependent var		0.339759
Adjusted R-squared	0.704669	S.D. dependent var		0.334310
S.E. of regression	0.181678	Akaike info criterion		-0.478519
Sum squared resid	0.891189	Schwarz criterion		-0.338399
Log likelihood	10.17778	Hannan-Quinn criter.		-0.433693
F-statistic	35.59750	Durbin-Watson stat		0.959206
Prob(F-statistic)	0.000000			

## Modèle (2)

Null Hypothesis: LOGNOMBR\_EMPLOI has a unit root  
 Exogenous: Constant  
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-7.528599	0.0000
Test critical values: 1% level	-3.670170	
5% level	-2.963972	
10% level	-2.621007	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation  
 Dependent Variable: D(LOGNOMBR\_EMPLOI)  
 Method: Least Squares  
 Date: 06/05/22 Time: 17:57  
 Sample (adjusted): 1991 2020  
 Included observations: 30 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOGNOMBR_EMPLOI(-1)	-0.083446	0.011084	-7.528599	0.0000
C	1.343417	0.138015	9.733857	0.0000
R-squared	0.669343	Mean dependent var		0.339759
Adjusted R-squared	0.657533	S.D. dependent var		0.334310
S.E. of regression	0.195640	Akaike info criterion		-0.360740
Sum squared resid	1.071701	Schwarz criterion		-0.267327
Log likelihood	7.411095	Hannan-Quinn criter.		-0.330856
F-statistic	56.67980	Durbin-Watson stat		0.770627
Prob(F-statistic)	0.000000			

## La série LOGNOMBR\_PME

### Modèle (3)

Null Hypothesis: LOGNOMBR\_PME has a unit root  
 Exogenous: Constant, Linear Trend  
 Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.422526	0.3612
Test critical values:		
1% level	-4.309824	
5% level	-3.574244	
10% level	-3.221728	

\*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation  
 Dependent Variable: D(LOGNOMBR\_PME)  
 Method: Least Squares  
 Date: 06/05/22 Time: 18:12  
 Sample (adjusted): 1992 2020  
 Included observations: 29 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOGNOMBR_PME(-1)	-0.046678	0.019268	-2.422526	0.0230
D(LOGNOMBR_PME(-1))	0.615491	0.137521	4.475620	0.0001
C	0.608993	0.207329	2.937328	0.0070
@TREND("1990")	0.002167	0.006117	0.354179	0.7262
R-squared	0.873970	Mean dependent var		0.295576
Adjusted R-squared	0.858847	S.D. dependent var		0.295367
S.E. of regression	0.110970	Akaike info criterion		-1.431664
Sum squared resid	0.307861	Schwarz criterion		-1.243072
Log likelihood	24.75913	Hannan-Quinn criter.		-1.372599
F-statistic	57.78864	Durbin-Watson stat		2.107343
Prob(F-statistic)	0.000000			

## Modèle (2)

Null Hypothesis: LOGNOMBR\_PME has a unit root  
 Exogenous: Constant  
 Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.943273	0.0526
Test critical values: 1% level	-3.679322	
5% level	-2.967767	
10% level	-2.622989	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation  
 Dependent Variable: D(LOGNOMBR\_PME)  
 Method: Least Squares  
 Date: 06/05/22 Time: 18:15  
 Sample (adjusted): 1992 2020  
 Included observations: 29 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOGNOMBR_PME(-1)	-0.042222	0.014345	-2.943273	0.0068
D(LOGNOMBR_PME(-1))	0.595224	0.122930	4.841989	0.0001
C	0.598207	0.201601	2.967274	0.0064
R-squared	0.873338	Mean dependent var		0.295576
Adjusted R-squared	0.863595	S.D. dependent var		0.295367
S.E. of regression	0.109088	Akaike info criterion		-1.495624
Sum squared resid	0.309406	Schwarz criterion		-1.354180
Log likelihood	24.68655	Hannan-Quinn criter.		-1.451326
F-statistic	89.63528	Durbin-Watson stat		2.063264
Prob(F-statistic)	0.000000			

## Modèle (1)

---

Null Hypothesis: LOGNOMBR\_PME has a unit root  
Exogenous: None  
Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

---

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-0.050428	0.6576
Test critical values:		
1% level	-2.647120	
5% level	-1.952910	
10% level	-1.610011	

---

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation  
Dependent Variable: D(LOGNOMBR\_PME)  
Method: Least Squares  
Date: 06/05/22 Time: 18:17  
Sample (adjusted): 1992 2020  
Included observations: 29 after adjustments

---

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOGNOMBR_PME(-1)	-0.000121	0.002402	-0.050428	0.9602
D(LOGNOMBR_PME(-1))	0.916637	0.065994	13.88961	0.0000

---

R-squared	0.830445	Mean dependent var	0.295576
Adjusted R-squared	0.824165	S.D. dependent var	0.295367
S.E. of regression	0.123855	Akaike info criterion	-1.272934
Sum squared resid	0.414184	Schwarz criterion	-1.178637
Log likelihood	20.45754	Hannan-Quinn criter.	-1.243401
Durbin-Watson stat	2.214750		

---

## La série LOGNOMBR\_PME en première différence

Null Hypothesis: D(LOGNOMBR\_PME,2) has a unit root  
 Exogenous: None  
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-5.737175	0.0000
Test critical values:		
1% level	-2.650145	
5% level	-1.953381	
10% level	-1.609798	

\*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation  
 Dependent Variable: D(LOGNOMBR\_PME,3)  
 Method: Least Squares  
 Date: 06/05/22 Time: 18:20  
 Sample (adjusted): 1993 2020  
 Included observations: 28 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LOGNOMBR_PME(-1)...	-1.099561	0.191655	-5.737175	0.0000
R-squared	0.549352	Mean dependent var		-0.000911
Adjusted R-squared	0.549352	S.D. dependent var		0.192193
S.E. of regression	0.129020	Akaike info criterion		-1.222642
Sum squared resid	0.449444	Schwarz criterion		-1.175064
Log likelihood	18.11699	Hannan-Quinn criter.		-1.208097
Durbin-Watson stat	1.999979			

## La série LOGPIB

### Modèle (3)

Null Hypothesis: LOGPIB has a unit root  
Exogenous: Constant, Linear Trend  
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.254533	0.4443
Test critical values:		
1% level	-4.296729	
5% level	-3.568379	
10% level	-3.218382	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation  
Dependent Variable: D(LOGPIB)  
Method: Least Squares  
Date: 06/05/22 Time: 19:05  
Sample (adjusted): 1991 2020  
Included observations: 30 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOGPIB(-1)	-0.157528	0.069871	-2.254533	0.0325
C	2.371846	0.944465	2.511310	0.0183
@TREND("1990")	0.010476	0.008406	1.246327	0.2234
R-squared	0.436772	Mean dependent var		0.121026
Adjusted R-squared	0.395051	S.D. dependent var		0.121459
S.E. of regression	0.094469	Akaike info criterion		-1.786459
Sum squared resid	0.240957	Schwarz criterion		-1.646339
Log likelihood	29.79688	Hannan-Quinn criter.		-1.741633
F-statistic	10.46897	Durbin-Watson stat		1.804733
Prob(F-statistic)	0.000431			

## Modèle (2)

Null Hypothesis: LOGPIB has a unit root  
Exogenous: Constant  
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.359926	0.0018
Test critical values:		
1% level	-3.670170	
5% level	-2.963972	
10% level	-2.621007	

\*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation  
Dependent Variable: D(LOGPIB)  
Method: Least Squares  
Date: 06/05/22 Time: 19:06  
Sample (adjusted): 1991 2020  
Included observations: 30 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOGPIB(-1)	-0.072927	0.016727	-4.359926	0.0002
C	1.238216	0.256832	4.821117	0.0000
R-squared	0.404369	Mean dependent var		0.121026
Adjusted R-squared	0.383096	S.D. dependent var		0.121459
S.E. of regression	0.095397	Akaike info criterion		-1.797189
Sum squared resid	0.254819	Schwarz criterion		-1.703775
Log likelihood	28.95783	Hannan-Quinn criter.		-1.767305
F-statistic	19.00896	Durbin-Watson stat		1.884631
Prob(F-statistic)	0.000159			

## La série LOGV\_AJOUTER

### Modèle (3)

Null Hypothesis: LOGV\_AJOUTES has a unit root  
Exogenous: Constant, Linear Trend  
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-3.971107	0.0210
Test critical values:		
1% level	-4.296729	
5% level	-3.568379	
10% level	-3.218382	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation  
Dependent Variable: D(LOGV\_AJOUTES)  
Method: Least Squares  
Date: 06/15/22 Time: 14:36  
Sample (adjusted): 1991 2020  
Included observations: 30 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOGV_AJOUTES(-1)	-0.265396	0.066832	-3.971107	0.0005
C	3.673425	0.871465	4.215227	0.0002
@TREND("1990")	0.025091	0.007886	3.181857	0.0037
R-squared	0.601033	Mean dependent var		0.122704
Adjusted R-squared	0.571480	S.D. dependent var		0.085229
S.E. of regression	0.055792	Akaike info criterion		-2.839739
Sum squared resid	0.084044	Schwarz criterion		-2.699620
Log likelihood	45.59609	Hannan-Quinn criter.		-2.794914
F-statistic	20.33743	Durbin-Watson stat		1.858293
Prob(F-statistic)	0.000004			

## La série LOGX\_H\_HYDRO

### Modèle (3)

Null Hypothesis: LOGX\_H\_HYDRO has a unit root  
Exogenous: Constant, Linear Trend  
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.626265	0.7582
Test critical values:		
1% level	-4.296729	
5% level	-3.568379	
10% level	-3.218382	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation  
Dependent Variable: D(LOGX\_H\_HYDRO)  
Method: Least Squares  
Date: 06/05/22 Time: 19:25  
Sample (adjusted): 1991 2020  
Included observations: 30 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOGX_H_HYDRO(-1)	-0.057946	0.035631	-1.626265	0.1155
C	1.096967	0.214170	5.121944	0.0000
@TREND("1990")	-0.011348	0.012378	-0.916773	0.3674
R-squared	0.547176	Mean dependent var		0.328395
Adjusted R-squared	0.513633	S.D. dependent var		0.365939
S.E. of regression	0.255206	Akaike info criterion		0.201145
Sum squared resid	1.758507	Schwarz criterion		0.341264
Log likelihood	-0.017170	Hannan-Quinn criter.		0.245970
F-statistic	16.31290	Durbin-Watson stat		2.053821
Prob(F-statistic)	0.000023			

## Modèle (2)

Null Hypothesis: LOGX\_H\_HYDRO has a unit root  
Exogenous: Constant  
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-5.653977	0.0001
Test critical values:		
1% level	-3.670170	
5% level	-2.963972	
10% level	-2.621007	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation  
Dependent Variable: D(LOGX\_H\_HYDRO)  
Method: Least Squares  
Date: 06/05/22 Time: 19:27  
Sample (adjusted): 1991 2020  
Included observations: 30 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOGX_H_HYDRO(-1)	-0.087361	0.015451	-5.653977	0.0000
C	1.221928	0.164724	7.418024	0.0000
R-squared	0.533080	Mean dependent var		0.328395
Adjusted R-squared	0.516404	S.D. dependent var		0.365939
S.E. of regression	0.254478	Akaike info criterion		0.165132
Sum squared resid	1.813247	Schwarz criterion		0.258545
Log likelihood	-0.476980	Hannan-Quinn criter.		0.195016
F-statistic	31.96746	Durbin-Watson stat		1.936013
Prob(F-statistic)	0.000005			

## Base de données

Années	Nombre PME	Nombre emploi	PIB	V,ajoutée	x,h,hydro
1990	120	111	429306	304112	26
1991	240	223	679792	443547	52
1992	479	446	838624	588221	104
1993	958	891	919331	671933	209
1994	1917	1782	1155644	828297	417
1995	3834	3554	1568788	1063225	835
1996	7667	7129	2047686	1297271	1669
1997	15335	14257	2211814	1372828	3338
1998	30669	28514	2217445	1579224	6676
1999	61337	85543	2598956	1708013	13353
2000	122674	171086	3430857	1784543	26706
2001	245348	342171	3451958	2070621	53411
2002	261863	684341	3645911	2168878	106822
2003	288587	705000	4296970	2428080	111042
2004	312959	838504	5099673	2779849	114681
2005	342788	1157856	6436135	3083257	159942
2006	376769	1252647	7345467	3463240	155139
2007	410959	1355399	8021812	3512880	193851
2008	519526	1540209	9314979	4317425	281899
2009	570838	1546584	8054982	4945903	155139
2010	607297	1625686	9656782	5476425	222085
2011	659309	1724197	11356382	6113879	300091
2012	687386	1848117	12483951	7983389	318283
2013	747934	2001892	12857074	7889055	293106
2014	820194	2157232	13248083	8590272	408223
2015	896279	2371020	12459026	9324784	300237
2016	1014075	2540698	13059418	10033805	269238
2017	1060289	2669511	14326732	10627081	276369
2018	1093170	2836890	15905649	11356893	411570
2019	1193339	2911500	15760992	11770621	375478
2020	1267220	2964780	16203145	12070521	493830

## Résumé

La littérature économique fait ressortir l'existence d'un débat ayant trait aux effets de la promotion des PME sur l'activité économique. Au début des années 1989, la promotion des PME en Algérie a connu plusieurs réformes visant à lui conférer davantage d'efficacité et de flexibilité. Ce travail se propose de déterminer l'impact de la promotion des PME sur la croissance économique, sur des données de l'économie algérienne couvrant la période 1990-2020. Afin de tenir compte des spécificités individuelles et temporelles des phénomènes de croissance, nous utilisons l'économétrie pour estimer l'influence de la promotion des PME sur la croissance économique. Nous avons utilisé le modèle ARDL développé par Pesaran et al. 2001. Les variables choisies sont : nombre des PME, PIB, valeur ajoutée, exportation hors hydrocarbure, nombre d'emploi créés. Les résultats indiquent l'existence d'une relation de long terme entre ces variables.

**Mots-clés :** la promotion des PME, croissance économique, ARDL, relation de long terme, canaux de transmission.

## Summary

The economic literature highlights that there is a debate regarding the effects of promoting SMEs on economic activity. In early 1989, encouraging SMEs in Algeria underwent several reforms aimed at giving them more efficiency and flexibility. This work aims to determine the impact of promoting small and medium-sized enterprises on economic growth, based on data from the Algerian economy covering the period 1990-2020. In order to take into account the individual and temporal characteristics of growth phenomena, we use econometrics to estimate the effect of promotion of SMEs on economic growth. We used the ARDL model developed by Pesaran et al. 2001. The variables selected are: number of small and medium-sized enterprises, GDP, value added, non-hydrocarbon exports, and number of jobs created. The results indicate a long-term relationship between these variables.

**Keywords:** promotion of SMEs, economic growth, ARDL, long-term relationship, transmission channels.

## ملخص

تشير الأدبيات الاقتصادية إلى وجود نقاش يتعلق بأثر تعزيز الشركات الصغيرة والمتوسطة على النشاط الاقتصادي في أوائل عام 1989 خضع تشجيع الشركات الصغيرة والمتوسطة في الجزائر لعدة إصلاحات تهدف إلى منحها المزيد من الكفاءات والمرونة. يهدف هذا العمل إلى تحديد تأثير تعزيز الشركات الصغيرة والمتوسطة على النمو الاقتصادي وذلك على بيانات من الاقتصاد الجزائري تغطي الفترة 1990-2022 من أجل مراعاة الخصائص الفردية والزمنية لظواهر النمو الاقتصادية كاستخدام نموذج و آخرون و ذلك في عام 2001. أما بالنسبة للمتغيرات التي تم اختيارها الشركات الصغيرة PESARAN الذي طوره ARDL